



# RAPPORT DE L’EVALUATION FINALE DU PROJET *CONSTRUISONS UN AVENIR MEILLEUR*

International Alert – RDC

Mars 2021

Rédigé par Melody MUSSER, Consultante principale

Coordination de la collecte des données par Placide AMISI, Consultant national

## TABLE DES MATIERES

---

Liste des abréviations.....	3
Liste des tableaux.....	4
Liste des graphiques.....	4
Résumé exécutif.....	5
1. Introduction et contexte du projet .....	10
2. Objectifs de l'évaluation .....	10
3. Méthodologie .....	11
4. Résultats clés.....	16
4.1 Pertinence.....	17
4.2 Efficacité.....	19
4.3 Efficience .....	34
4.4 Impact .....	34
4.5 Durabilité .....	36
4.6 Sensibilité aux conflits.....	37
4.7 Le partenariat et la coopération.....	38
4.8 Critères spécifique du PBF .....	39
4.9 Analyse des risques et des opportunités.....	40
5. Conclusions et recommandations.....	41
Annexes .....	45

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

---

<b>ADED</b>	Appui pour le Développement de l'Enfant en Détresse
<b>Alert</b>	International Alert
<b>AVEC</b>	Associations Villageoises d'Epargnes et de Crédits
<b>BVES</b>	Bureau pour le Volontariat au Service de l'Enfance et de la Santé
<b>CAM</b>	Construisons un Avenir Meilleur
<b>CLSP</b>	Comités Locaux de Sécurité de Proximité
<b>CM</b>	Clubs de Mentorat
<b>GD</b>	Groupes de Dialogue
<b>MONUSCO</b>	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
<b>RAP</b>	Recherche Action Participative
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>SVH</b>	Solidarité des Volontaires pour l'Humanité
<b>TEP</b>	Tribune d'Expression Populaire
<b>UNPBF</b>	UN Peacebuilding Fund
<b>VSBG</b>	Violence Sexuelle Basée sur le Genre
<b>STAREC</b>	Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des conflits armés

## **LISTE DES TABLEAUX**

---

Tableau 1 : Tableau des villages visités pour la collecte des données

Tableau 2 : Tableau des caractéristiques démographiques des enquêtés

Tableau 3 : Tableau de FGD par catégorie et localité

Tableau 4 : Tableau de KII par catégorie et localité

Tableau 5 : Tableau d'atteint des bénéficiaires

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

---

Graphique 1 : Problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes hommes

Graphique 2 : Problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes femmes

Graphique 3 : Causes principales des problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes

Graphique 4 : Conséquences de l'insécurité connu par les jeunes

Graphique 5 : Décideurs qui ont reçu des informations des jeunes

Graphique 6 : Jeunes participants du projet d'accord avec le mariage interethnique

Graphique 7 : Membres de la communauté d'accord avec le mariage interethnique

## RESUME EXECUTIF

---

Ce rapport présente les résultats clés de l'évaluation finale du projet « Construisons un avenir meilleur » (CAM). L'objectif du projet est de promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits dans les hauts plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira à l'Est de la RDC par le renforcement des capacités des jeunes hommes et jeunes femmes d'informer les processus de consolidation de la paix dans leurs communautés. Cette étude a utilisé une approche mixte afin de collecter les données quantitatives et qualitatives. Pour les données quantitatives, un sondage a été mené avec 420 personnes des groupements cibles du projet. Les données qualitatives ont été collectées à travers 21 groupes de discussion (FGD) et 30 entretiens avec des informateurs clés (KII). La collecte des données a été faite du 20 janvier au 12 février 2021.

Les résultats montrent que la conception du projet a été pertinente pour répondre aux besoins des populations cibles. Par exemple, l'accès inclusif à l'informations sur la sécurité à travers la participation des femmes et des jeunes dans les rencontres ; les changements positives de comportement des jeunes participants du projet ; et l'amélioration de la cohésion sociale par une collaboration entre les membres des différents groupes ethniques dans les dialogues et initiatives d'activisme sociale.

La stratégie de leadership en utilisant les jeunes mentorats qui ont été déjà formé pour former d'autres jeunes leaders a été pertinente pour le renforcement des capacités des jeunes et l'échange bénéfique selon les répondants. Les activités particulièrement pertinentes ont été la recherche de paix menée par les jeunes et la création des espaces de dialogue plus inclusifs dans les communautés cibles en combinaison avec l'appui aux initiatives des jeunes. Ces activités ont contribué à la désolidarisation des groupes armés et la réintégration socio-économique de certains jeunes, ainsi qu'une amélioration de la cohésion sociale dans certaines communautés.

Les activités de plaidoyer ont été pertinents pour donner une voix aux jeunes sur leur situation sécuritaire, pourtant ils n'ont pas été bien adaptées pour avoir l'impact recherché à cause de la courte durée du projet, ainsi que les interruptions liées à l'insécurité et la pandémie du COVID-19. Pour ces raisons, ainsi qu'une faible collaboration avec les autorités au niveau territorial et provincial, les activités de plaidoyer n'ont pas atteint l'impact recherché malgré leur pertinence.

En analysant la performance du projet par rapport à ses indicateurs, il est apparent que le projet a été plus efficace à répondre à certains résultats que d'autres. Le projet a atteint les valeurs cibles pour la plupart des indicateurs sur les premier et deuxième résultats, qui se focalisent sur le niveau de compréhension des expériences des jeunes et la confiance mutuelle entre les jeunes. Sur la compréhension des problèmes sécuritaires des jeunes, les valeurs ont monté de 6,2% à 85% en rapport avec les problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes hommes et de 4,3% à 69% en rapport avec les jeunes femmes. Parmi les enquêtes qui avaient participé dans les groupes de dialogue du projet CAM, 80% ont rapporté qu'ils ont changé leurs comportements vers des autres jeunes.

Cependant, les valeurs finales ont été moindre pour le troisième résultat en particulier sur l'implication des jeunes hommes et jeunes femmes dans la prise de décision des jeunes, les activités de plaidoyer, et la collaboration avec les décideurs au niveau territorial et provincial. Les répondants ont estimé 32% des objectifs de plaidoyer réussit à la fin du projet alors que le cible a été 75%. Le projet, par conséquent, a été plus efficace dans la recherche de paix menée par les jeunes, la création des espaces de dialogue inclusifs

et l'appui des initiatives des jeunes. La qualité de la mise en œuvre des activités a été aussi différente dans chaque groupement, notamment l'efficacité de la mise en œuvre des activités à Bijombo n'a pas été au même niveau que les autres groupements selon les répondants.

Selon les documents consultés, notamment les rapports financiers du projet CAM, si on compare les coûts et les réalisations on peut conclure que les moyens ont été utilisés de façon optimum.

L'impact du projet a été limité par certains facteurs, tels que la courte durée du projet et les interruptions ou retards des activités dues aux affrontements et à la pandémie de COVID-19. Certaines activités ont été suspendues pour prévenir la propagation du COVID-19 et une extension de 6 mois a été octroyée pour terminer les activités. Le nombre des participants aux groupes de dialogue a été réduit et les activités en masse ont été repises seulement après la levée des restrictions du gouvernement sur le COVID-19.<sup>1</sup> Cependant, le projet a eu des impacts importants en particulier sur la cohésion sociale de différentes communautés, la désolidarisation des jeunes hommes aux groupes armés pour les activités de paix, et l'intégration des jeunes femmes dans les réunions sur la sécurité. Les répondants n'ont pas observé des impacts significatifs grâce aux activités de plaidoyer, expliqué par un faible engagement des autorités territoriales et provinciales sur les objectifs de plaidoyer des jeunes des Hauts Plateaux et le fait que ces activités ont été réalisées vers la fin du projet qui n'a pas permis suffisamment du temps pour le suivi. Les impacts souhaités au niveau territorial et provincial, du troisième résultat du projet, ont été difficiles à réaliser dans le temps prévu du projet en considérant le contexte de sécurité précaire des zones cibles.

L'approche de groupes de dialogue et d'autres espaces de dialogue inclusifs en combinaison avec l'appui aux associations locales a été durable de la façon que ces structures continuent à se rencontrer et dialoguer pour améliorer la cohésion sociale et répondre aux besoins sécuritaires de ces communautés, selon les répondants. Néanmoins, en général les répondants n'ont pas observé des mécanismes de transfert de responsabilités aux structures locales bien mis en place pour la pérennité des changements induits par le projet.

Les partenaires du projet ont pris des mesures appropriées pour assurer un niveau de sensibilité aux conflits dans la mise en œuvre du projet comme une considération d'équilibre d'ethnie et genre, ainsi que rencontrer les jeunes là où ils se sont déplacés au moment des affrontements.

Le projet a bien collaboré avec ses partenaires et d'autres intervenants dans les mêmes zones, mais il aurait pu mieux collaborer avec les autorités locales et leaders communautaires. La faible intégration de ces derniers en collaboration avec les activités des jeunes a été identifiée parmi les facteurs qui ont créé des impacts négatifs comme des tensions entre les générations au niveau communautaire. Malgré la bonne conception du projet qui a inclus l'intégration des adultes et décideurs, l'exécution n'a pas été efficace pour atteindre le résultat escompté.

La plupart des répondants des FGD et KII ont eu des opportunités d'émettre des recommandations au cours de la mise en œuvre du projet, mais en général ils ne se sentent pas que leurs recommandations ont été prises en compte. Il est important d'expliquer comment les recommandations seront utilisées pour préparer

---

<sup>1</sup> Rapport du progrès Décembre 2020

les bénéficiaires psychologiquement à la probabilité que les recommandations soient prises en compte dans les actions.

Le projet CAM a été un catalyseur programmatique à la mesure qu'il a créé des espaces inclusifs de dialogue sur la paix et la sécurité. Ces rencontres régulières sur la situation sécuritaire qui intègrent les jeunes et les femmes se multiplient dans les différentes communautés selon les répondants. Un impact positif qui a été souvent mentionné est l'inclusion des femmes et jeunes femmes dans les rencontres avec les hommes. Le projet CAM a pu promouvoir cette inclusion qui devient progressivement de plus en plus accepté. Le projet a commencé à créer des plates-formes de plaidoyer plus larges pour la consolidation de la paix à travers l'échange entre les jeunes des Hauts Plateaux et les jeunes de Bukavu et d'Uvira. Le projet est intervenu à un moment propice pour promouvoir la cohésion sociale pendant un moment des affrontements des groupes armés aux allures de conflits intercommunautaires. A cet effet, l'approche d'inclusion de toutes les communautés est parvenue à retisser de nouvelles relations entre ces communautés, malgré le contexte de sécurité précaire.

Basé sur les résultats clés, les recommandations suivantes ont été formulées :

***A International Alert :***

- Prioriser des activités qui visent à intégrer les femmes et les jeunes dans la prise de décision. Les résultats montrent que la présence des femmes et jeunes dans les rencontres devient acceptée dans les communautés cibles du projet. Cependant, l'évidence sur leur participation active a été faible. Pour dire qu'il reste une réticence des hommes adultes de prendre en compte les avis des femmes et jeunes. Pour cette raison, sensibiliser les adultes sur les avantages d'une prise de décision inclusive. Les activités qui visent à améliorer la prise de décision des femmes et des jeunes devraient inclure les hommes adultes et les décideurs avec une approche des masculinités positives pour les guider vers des processus de la prise de décision plus inclusive au niveau familial et communautaire.
- Renforcer la collaboration entre les jeunes et les décideurs au niveau local. Ceci a été prévu, mais il n'a pas été réalisé de façon efficace si on voit certaines tensions qui ont été soulevées par les répondants. En plus, soutenir la collaboration et les opportunités de plaidoyer entre les décideurs locaux, territoriaux et provinciaux. Considérer comment la participation des autorités locales dans les activités de plaidoyer des jeunes au niveau territorial ou provincial pourrait renforcer les voix des jeunes et mettre la pression sur les décideurs aux plus hauts niveaux.
- Améliorer la transparence dans la sélection des participants des activités pour ne pas nuire les communautés ou avoir l'air biaisé. Dans les projets en consortium, il est important que les partenaires et leur staff qui travaille localement dans les zones cibles assurent un niveau de neutralité dans la sélection des participants des activités comme les formations. Ceci devrait être souligné dans les formations des partenaires au début du projet.
- Renforcer les structures de suivi-évaluation des projets par les approches plus participatives. Celles-ci pourraient être améliorées par un recrutement du staff local qui sont toujours sur terrain mais qui sont bien formés pour rapporter régulièrement avec évidence sur les activités réalisées. Le suivi de

ce projet a été limité par la non-accessibilité des différentes zones cibles au cours du projet, ce qui ne peut pas être évité pour un projet dans un contexte de sécurité instable. Toutefois, mettre en place des structures de suivi et évaluation participatives, pourrait contribuer à un suivi plus régulier, ainsi l'engagement communautaire qui encourage l'approbation locale. Ce projet n'a pas eu une base des données de suivi où on enregistre les données quantitatives désagrégées pour chaque activité du projet par localité. Ceci est un outil utile pour organiser les données soumis par les partenaires tout au long du projet pour suivre leurs activités et c'est également très important pour évaluer le projet.

- Améliorer les mécanismes de transfert de responsabilités aux structures locales pour la pérennité des activités après la fin du projet par une collaboration plus efficace avec les leaders communautaires qui pourraient faciliter la pérennité des activités et un système de suivi continu avec les jeunes leaders. Avant la fin du projet, assurer que les leaders chargés des différentes structures, comme les facilitateurs des groupes de dialogue, sont engagés et outillés avec les compétences nécessaires pour continuer à se rencontrer sans appui du projet, et qu'ils sont soutenus par les autorités locales et d'autres leaders communautaires. Ces derniers devraient être impliqués dans la création des cadres de dialogue pour mieux les concevoir spécifiquement pour chaque localité. Former les jeunes leaders dans le suivi et évaluation participative pourraient également les aider à établir des plans d'autocontrôle.
- Organiser des restitutions des résultats aux bénéficiaires après avoir mené des études ou rencontres où ils donnent des recommandations pour communiquer comment leurs recommandations seront prises en compte et pour éviter la lassitude à l'égard de la recherche et des frustrations liées aux attentes non satisfaites. Un grand nombre des répondants ont dit qu'ils ont donné des recommandations au projet qui n'ont pas été prises en compte. Même si certaines recommandations ne s'appliquent pas au projet, il est utile de bien expliquer aux bénéficiaires pourquoi leurs recommandations n'entrent pas dans le cadre du projet.
- Une deuxième phase du projet CAM ou un projet pareil pourrait être mise en œuvre avec certaines révisions aux résultats et produits pour continuer dans la même voie et de viser un plus grand impact. Cependant, pour atteindre l'impact prévu, ce projet doit être mis en œuvre pendant 3 à 5 ans.

***Recommandations spécifiques à la conception du projet :***

- Dans un projet futur, le premier résultat du projet CAM pourrait être révisé comme : « Augmentation de l'accès aux informations fiables sur la sécurité et les conflits dans la région des Hauts Plateaux ». Ceci pourrait toujours inclure des activités sur la participation des jeunes dans le RAP,
- Sur le deuxième résultat, un autre indicateur possible pour mesurer la cohésion sociale est : le % des membres de la communauté qui rapportent qu'ils partagent les mêmes lieux sociaux (à préciser selon le contexte comme l'école, le marché ou l'église/rencontre religieux) avec les gens des différents groupes ethniques. Plusieurs répondants ont mentionné l'inclusion des différents groupes ethniques dans ces trois contextes comme indicateur d'une amélioration de la cohésion sociale.



- L'indicateur 2.b doit être mesuré par un pourcentage. Donc, parmi tous les recommandations prises et développer dans les initiatives, quel % est venu des jeunes femmes.
- Pour mesurer le niveau dont le projet est un catalyseur programmatique, il serait mieux d'ajouter un indicateur qui mesure par exemple le nombre des jeunes formés par les membres de clubs de mentorat ou le nombre des groupes de dialogue créés par les jeunes leaders formés par le projet.
- Pour l'indicateur 2.3.3, au lieu de mesurer les conversations/actions de suivi avec les leaders suit aux projets d'activisme sociale, mesurer le pourcentage des projets qui ont eu la participation des leaders communautaires ou autorités locales.
- Pour les mini-campagnes de plaidoyer il serait important que les jeunes de Bukavu qui participent soient bien engagés dans la société civile et très active dans des groupes de défense pour continuer le plaidoyer sur les objectifs discutés avec les jeunes des Hauts Plateaux après leur départ.
- Sur l'indicateur 3.a, on pourrait mesurer les exemples des stratégies développées et également implémentées au niveau territorial et provincial par les décideurs après avoir participé dans les activités de plaidoyer.
- L'indicateur 3.2.1 qui mesure le nombre de décideurs impliqués dans le plaidoyer doit être plus spécifique. Leur participation dans un rencontre de plaidoyer une fois sans suivi ou action ne doit pas compter comme « impliqués ».

***A UNPBF :***

- Dans les projets futurs qui visent à promouvoir la cohésion sociale et faire le plaidoyer pour des changements de politique efficaces et qui opèrent dans les contextes de sécurité précaire, le projet doit durer au moins 3 ans pour voir les impacts significatifs.

***Au gouvernement Congolais :***

- Renforcer la mobilisation des autorités provinciales et territoriales en Sud-Kivu pour agir sur la l'insécurité qui persiste dans la région des Hauts Plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira.

## 1. INTRODUCTION ET CONTEXTE DU PROJET

---

Depuis deux décennies, les provinces de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) sont en proie aux conflits et à une grave instabilité. Depuis février 2019 le contexte sécuritaire dans la zone des Hauts Plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira est marqué par la résurgence et l'intensification du conflit intercommunautaire porté en partie par les groupes armés de la coalition Mai Mai des trois communautés Bafuliru, Banyindu et Babembe et les milices Banyamulenge Gumino-Twigwaneho. La situation est également influencée par les dynamiques politiques, tant provinciales, nationales que régionales, ainsi qu'à la compétition pour contrôler les ressources naturelles.<sup>2</sup> De plus, des cas d'incendies d'habitations sont survenus dans plusieurs territoires de la province du Sud Kivu et plus de 200,000 personnes ont été déplacées.<sup>3</sup>

Depuis janvier 2019 jusqu'en décembre 2020, International Alert (Alert), en partenariat avec Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH), Appui pour le Développement de l'Enfant en Détresse (ADED) et Bureau pour le Volontariat au Service de l'Enfance et de la Santé (BVES), met en œuvre le projet Construisons un avenir meilleur (CAM) qui a comme objectif de promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits dans les plateaux de l'Est de la RDC par le renforcement des capacités des jeunes hommes et jeunes femmes d'informer les processus de consolidation de la paix dans leurs communautés. Le projet financé par UN Peacebuilding Fund (UNPBF) vise trois résultats :

1. Augmentation de niveau de compréhension des expériences des jeunes hommes et jeunes femmes de la sécurité et le conflit dans le plateau
2. La confiance mutuelle et compréhension entre les jeunes hommes et jeunes femmes du plateau est renforcé
3. Collaboration augmentée entre les jeunes, les leaders, les autorités gouvernementales et les parents sur la transformation des moteurs de conflit, en particulier dans les stratégies de développement

Ce rapport présente les résultats clés de l'évaluation finale du projet CAM. Le rapport est subdivisé en 5 parties. Les chapitres qui suivent comprennent notamment : les objectifs de l'évaluation, la méthodologie, les résultats clés, et les conclusions et recommandations.

## 2. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

---

Cette évaluation finale du projet CAM cherche à apprécier les résultats quantitatifs et qualitatifs du projet par rapport aux indicateurs clés et à apprécier également les acquis du projet et sa contribution à la réduction de la marginalisation sociale et politique des jeunes hommes et femmes dans les Hauts Plateaux de Mwenga et Fizi. Concrètement cette évaluation a un double objectif suivant :

- **Responsabilité** : l'évaluation analyse et rend des comptes sur la performance et les résultats atteints par le projet.

---

<sup>2</sup> Alert International (Septembre-Octobre 2020) Mise à jour du contexte sécuritaire et paix dans les hauts plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira.

<sup>3</sup> OCHA/Inter-cluster régional du Sud-Kivu (Juillet-Décembre 2019) Plan de réponse au crise conflit intercommunautaire. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/conflits\\_inter\\_communautaires\\_dans\\_fizi\\_et\\_mwenga\\_plan\\_de\\_reponse\\_humanitaire\\_juillet\\_decembre\\_2019.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/conflits_inter_communautaires_dans_fizi_et_mwenga_plan_de_reponse_humanitaire_juillet_decembre_2019.pdf)

- Apprentissage : l'évaluation détermine les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou non, afin de tirer des leçons, des meilleures pratiques, et des indications pour apprendre. Elle fournit des conclusions qui reposent sur des évidences pour éclairer le processus de décisions opérationnelles. Les observations seront diffusées de façon active et les leçons apprises et recommandations sont formulées qui permettent à Alert d'améliorer ses futures interventions dans le cadre du renforcement de leadership des jeunes en faveur de la paix.

### 3. METHODOLOGIE

---

Cette étude a utilisé une approche mixte afin de collecter les données quantitatives et qualitatives. Les analyses des données ont été réalisées sur base de la triangulation des informations collectées grâce aux sources d'informations ci-après : les entretiens des informateurs clés (KII), les groupes de discussion (FGD), les sondages, et la revue documentaire.<sup>4</sup> Les outils de collecte des données ont été élaborés sur base des lignes d'enquêtes de l'étude<sup>5</sup> et les indicateurs du projet CAM. Ce chapitre décrit l'approche méthodologique de cette évaluation finale du projet CAM. Il est subdivisé dans 4 parties, notamment : zones d'intervention ; recrutement et formation des enquêteurs ; stratégie de l'échantillonnage ; le traitement et analyse des données ; et limites de l'étude et difficultés rencontrés.

#### *Zones d'intervention*

Cette étude a été menée dans les Hauts Plateaux de Fizi et Mwenga ainsi que les Moyens Plateaux d'Uvira. Les groupements ciblés par cette étude sont les suivants : Bijombo, Basimuniaka-Sud, Basimukinje 1 et Basimuenda. En raison du déplacement massif de certaines populations cibles du projet, les axes principaux pour cette évaluation ont été : Bijombo, Minembwe et Mikenge, ainsi que Bukavu et Uvira pour les entretiens de certains informateurs clés et groupes de discussion.

#### *Recrutement et formation des enquêteurs*

Un recrutement local de 12 enquêteurs a été fait selon la base de données d'Alert. Ils ont été affectés dans 3 équipes pour réaliser la collecte des données dans chaque axe. L'équipe des consultants a recruté également 3 superviseurs locaux. Donc, dans chaque axe une équipe comprenant un superviseur et 4 enquêteurs qui ont mené la collecte des données.

La formation des enquêteurs s'est déroulée à Uvira du 16 à 18 janvier 2021 pour les 3 superviseurs et les enquêteurs de Bijombo et de Mikenge. Suite à la situation sécuritaire à Minembwe et le mouvement routier limité, les enquêteurs de Minembwe n'ont pas pu venir à Uvira donc une micro-formation d'une journée a été organisée à leur faveur à Minembwe le 22 janvier 2021. La partie théorique de la formation s'est focalisée sur les objectifs du projet, la méthodologie de l'étude, les outils de la collecte des données, l'éthique et la déontologie de la recherche avec l'approche de « ne pas nuire ». La partie pratique de la formation a touché sur les ambles connaissances et des exercices de simulation, la transformation des questionnaires en langue maternelle (swahili et kinyarwanda) pour les FGD et KII, et un exercice sur les tablettes en ce qui concerne l'enquête sondage en utilisant le logiciel du KoboCollect. Une enquête pilote a été menée le troisième jour de la formation.

---

<sup>4</sup> Une liste des documents analysés se trouve en annexe.

<sup>5</sup> Les détails sur les lignes d'enquêtes se trouvent dans les TdRs en annexe.

### *Stratégie d'échantillonnage*

#### **Données quantitatives**

Pour déterminer la taille de l'échantillon pour le sondage, le logiciel "Raosoft"<sup>6</sup> a été utilisé, avec un intervalle de confiance de 95%, une marge d'erreur de 5% et une distribution de réponses de 50%. La population totale pour les territoires ciblés dans cette étude (zones de santé d'Uvira, Mwenga, Itombwe, et Fizi) est 855,444,<sup>7</sup> alors nous avons trouvé un échantillon de 384. Nous avons enquêté sur un total de 420 personnes dont 147 à Basimuenda ; 133 à Basimuniaka-Sud ; 119 à Bijombo ; et 32 à Basimukinje 1 dans les villages suivants :

**Tableau 1 : Tableau des villages visités pour la collecte des données**

Groupement	Bijombo	Basimuniaka-Sud	Basimukinje 1	Basimuenda
<b>Villages</b>	Murambi ; Ishenge ; Kateja; Mugogo; Commune/Centre; Katana sud ; Kaluba ; Maheta ; Masango ; Runywera; Makambi; Irango ; Kagogo ; Kahuna ; Masoro ; Masango/Nyogomber o ; Mugeti	Kabingo ; Kivumu	Mikugubwe ; Rubagaja ; Kilimamba ; Lembelembe; Magunda; Maheta; Runwera	Bakura; Ebakyelo; Epombo; Ibakyelo; Ibumba; Kipombo; Kwitara; Lubunga; Makutano; Malanda; Muranvya; Nabindi; Nalubombeko; Ngomaiyano; Tabunde; Tubangwa; Tulambo

Une paire de deux enquêteurs par axe a mené les enquêtes de ménages. Dans chaque village visité, après avoir enquêté le premier ménage, ils ont sauté 4 ménages selon la disposition du milieu. Ils ont tenu compte de critère d'éligibilité selon l'âge (plus de 18 ans) et ils ont essayé de trouver un nombre égal des femmes et des hommes. Ce dernier n'a pas été fait d'où nous avons enquêté plus d'hommes que femmes pour certaines raisons liées au contexte. Le plus haut pourcentage des hommes enquêtés est dû à la disponibilité des hommes à la maison ce dernier temps car la plupart d'entre eux étaient des éleveurs ou cultivateurs mais vu la situation sécuritaire englobée par les vols des vaches, l'insécurité aux champs et pillage des biens, les hommes sont plus devenus les chômeurs. Les femmes hésitaient ou refusaient dans certains cas de participer à l'enquête en présence de leur mari étant considéré comme responsable de la famille dans la culture. Pour pallier cette situation, les enquêteurs ont essayé de convaincre les femmes sur l'importance de leurs avis sur le sujet et de tenir une position d'écartement lors de l'enquête.

#### **Caractéristiques démographiques des enquêtés**

Cette étude a enquêté sur 420 personnes dont 166 (39,5%) femmes et 254 (60,5%) hommes. 51% des enquêtés sont des jeunes de 18 à 35 ans et 49% sont des adultes de 36 ans et plus. 7 groupes ethniques ont été représentés par les enquêtés de cette étude dont les plus représentés ont été les Banyamulenge (46%) ;

<sup>6</sup> <http://www.raosoft.com/samplesize.html>

<sup>7</sup> <https://data.humdata.org/dataset/dr-congo-health-0>

les Babembe (22%) ; les Bafuliru (16%) ; et les Banyindu (13%). 43% des enquêtés ont été des autochtones et 57% ont été des déplacé(e)s. 52% des enquêtés avaient terminé l'école secondaire ; 19,5% sont analphabètes ; 18,5% avaient terminé l'école primaire et 9,5% avait terminé l'université. L'occupation de plus grand pourcentage a été cultivateur (49%). D'autres occupations plus représentées sont des commerçants, enseignants ; éleveurs ; ménagères et les chômeurs. Les détails sur certaines caractéristiques démographiques se trouvent dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 2 : Tableau des caractéristiques démographiques des enquêtés**

Variables	Modalités	Bijombo		Basimuniak a-Sud		Basimukinje 1		Basimuenda		Total	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Sexe	Masculin	62	14,5%	87	21%	21	5%	84	20%	254	60,5%
	Féminin	57	13,5%	35	8%	11	2,5%	63	15%	166	39,5%
Total		119	28%	122	29%	32	8%	147	35%	420	100%
Tranche d'âge	18-35 ans	49	12%	70	16,5%	11	2,5%	83	20%	213	51%
	36-59	58	14%	44	10,5%	16	3,5%	60	14%	178	42%
	60+	12	3%	8	2%	5	1%	4	1%	29	7%
Total		119	28%	122	29%	32	8%	147	35%	420	100%
Groupe ethnique	Munyamulenge	50	12%	113	27%	0	0%	21	5%	192	46%
	Bembe	8	2%	0	0%	18	4%	67	16%	93	22%
	Fuliiru	30	7,1%	1	0,2%	7	1,6%	30	7,1%	68	16%
	Nyindu	26	6,5%	0	0%	6	1,5%	21	5%	53	13%
	Shi	0	0%	7	0%	0	0%	0	0%	7	1,6%
	Vira	5	1%	0	0%	1	0,2%	0	0%	6	1,2%
	Nande	0	0%	1	0,2%	0	0%	0	0%	1	0,2%
Total		119	28%	122	29%	32	8%	147	35%	420	100%
Statut Social	Autochtone	61	14,5%	72	17%	2	0,5%	47	11%	182	43%
	Déplacé	58	14%	50	11,9% %	30	7,1%	100	24%	238	57%
Total		119	28%	122	29%	32	8%	147	35%	420	100%

### Données qualitatives

Au total nous avons mené 21 groupes de discussion (FGD) avec 210 participants dont 96 femmes et 114 hommes. Les participants des FGD comprenaient 46 participants des groupes de dialogue (GD) et 16 participants des clubs de mentorat (CM). Les autres participants ont été les leaders adultes et jeunes qui avaient participé dans les activités du projet CAM. Les FGD ont été menés dans les lieux facilités par les partenaires du projet dans chaque localité ciblée afin de permettre à chacun de nos invités d'y arriver sans beaucoup de peines. Les détails sur les participants des FGD se trouvent dans le tableau suivant :

**Tableau 3 : Tableau de FGD par catégorie et localité**

Catégorie du groupe	Nombre total de FGD	Nombre de participants par localité							Nombre total de participants
		Bijombo Centre	Bijombo Rural	Basimuni aka-Sud	Basimukin je 1	Basimuenda	Uvira	Bukavu	
Jeunes femmes (18-35 ans)	5	11 (GD:7)	8	12 (GD:6, CM:4)	11 (GD:2, CM:1)	11 (GD:4)	--	--	53
Jeunes hommes (18-35 ans)	5	10 (GD:5, CM:2)	11 (GD:3, CM:1)	13 (GD:8, CM:5)	9 (GD:2, CM:2)	11 (GD:5, CM:1)	--	--	54
Jeunes mixte (18-35 ans)	2	--	--	--	--	--	9 (6 jeunes hommes et 3 jeunes femmes)	8 (5 jeunes hommes et 3 jeunes filles)	17
Femmes adultes	4	9	9	12	7	--	--	--	37
Hommes adultes	5	10 (GD:4)	11	10	8	10	--	--	49
<b>Nombre total de participants</b>		<b>40</b>	<b>39</b>	<b>47</b>	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>210</b>
<b>Nombre total de FGD</b>	<b>21</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	

Nous avons également mené 30 entretiens avec des informateurs clés (KII), basé sur une liste précise des catégories des personnes à interviewer. Nous avons prévu 46 KII mais certains informateurs n'ont pas été disponibles à nous rencontrer pendant la période où nous avons mené la collecte des données et nous avons rencontré des interruptions dans certaines zones, Bijombo et Basimukinje 1, dues aux affrontements qui nous ont forcé d'arrêter tôt la collecte des données dans ces milieux avant d'atteindre tous les informateurs cibles. Après notre présentation de civilité auprès du chef de village et l'explication de notre recherche, nous avons demandé au chef de nous mettre progressivement en contact avec les personnalités cibles selon leurs disponibilités. Nous les avons rencontrés dans l'endroit proposé par l'informateur d'où il se sent plus à

l'aise à nous fournir les informations. Les détails sur les participants des KII se trouvent dans le tableau suivant :

**Tableau 4 : Tableau de KII par catégorie et localité**

Catégorie de l'informateur clé	Localité							Nombre total de KII
	Bijombo Centre	Bijombo Rural	Basimunia ka-Sud/Minembwe	Basimukije 1	Basimuenda/Mikenge	Uvira	Bukavu	
Chef de groupement	1	1	1		1			4
Chef coutumier		1	1		1			3
Leader jeune	1		1	1	1		1	5
Société civile/leader femme		1	2					3
FARDC	1		1	1	1	1		5
PNC		1				1		2
Bourgmestre de Minembwe			1					1
Mwami Bavira						1		1
Ministère du plan							1	1
Partenaires (BVES, SVH, ADED)		1	1		1	2		5
<b>Nombre total de KII</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>30</b>

**Traitement et analyse des données**

Une analyse descriptive des données quantitatives et une analyse du contenu des données qualitatives ont été faites selon chaque objectif et ligne d'enquête. Cette étape a compris le codage, l'identification des tendances désagrégées par sexe, âge et groupement, la triangulation des données en vérifiant les réponses des sources multiples, et la construction des tableaux et graphiques.

### *Limites de l'étude et difficultés rencontrés*

Il est important de souligner certaines limites et difficultés rencontrés lors de la réalisation de cette étude :

- Cette étude a connu certaines limites au niveau de la collecte des données dans les zones cibles dues à une intensification des affrontements notamment dans la région de Bijombo pendant la période de la collecte des données qui a forcé nos enquêteurs de quitter le milieu plus tôt que prévu. Pour cette raison, 5 KII n'ont pas été réalisés à Bijombo Centre, Bijombo Rural et le groupement voisin de Basimukinje 1, et 68 enquêtes prévus n'ont pas été réalisés à Basimukinje 1. En plus, 1 FGD n'a pas été réalisé à Basimuenda où l'insécurité avait surgit le jour prévu de la rencontre et la population a fui le milieu. Pour les données qualitatives, ce manque des KII et FGD n'a pas d'impact très significatif, mais pour les données quantitatives, l'échantillon à Basimukinje 1 n'était pas assez grande pour être représentative. Nous avons toujours inclus les données quantitatives de Basimukinje 1 dans l'analyse, mais cette limite doit être considéré en lisant les résultats.
- La non-équilibre du genre des enquêteurs était une limite. Malgré la planification de 50% femmes et 50% hommes enquêteurs, nous n'avons pas trouvé suffisamment des femmes enquêtrices locales dans les zones cibles rependant aux exigences de recrutement. Nous avons eu une seule femme enquêtrice. Cette limite peut avoir influencé les réponses de certaines femmes ou la réticence de participer dans le sondage où nous avons enregistré moins d'enquêtées femmes. Les enquêteurs ont été formé pour être reconnaissant et sensible à ces dynamiques.
- La non-réalisation de 11 KII (les représentants de la MONUSCO, les administrateurs du territoire et d'autres autorités au niveau territorial et provincial) pour qui la plupart des raisons était d'avoir plusieurs taches liées à la responsabilité du travail et les autres nous donner des rendez-vous non respecter jusqu'au dernier jour de la récolte des données.
- Le faible réseau téléphonique dans la zone de Bijombo Rural a créé certains défis dans la communication au cours de la collecte des données. Le superviseur a été formé pour faire un suivi pour assurer la qualité des données recueillis et les données ont été soumis dès qu'il est arrivé à Uvira.
- L'utilisation des tablettes pour la collecte électronique du sondage était difficile pour certains enquêteurs. Nous avons pris du temps suffisant dans la formation pour les familiariser avec cette méthode de collecte des données.

## **4. RESULTATS CLES**

---

Ce chapitre présente des résultats de cette évaluation finale du projet CAM. Il est organisé par chaque ligne d'enquête de l'étude, subdivisé dans 9 sections. La première partie examine **la pertinence** du projet. La deuxième partie se focalise sur **l'efficacité** et renseigne sur les valeurs finales des indicateurs du projet. Ceci est suivi par une analyse de **l'efficience** du projet, son **impact** et sa **durabilité** à long terme, **la sensibilité aux conflits**, et **le partenariat et la coopération**. Puis, on considère les critères spécifiques de UNPBF. Le chapitre se termine avec une **analyse des risques et opportunités**.



## 4.1 PERTINENCE

Le projet CAM a été mis en œuvre dans un contexte complexe pendant une période d'intensification de violence et mouvements des populations des zones cibles du projet. 99.5% des enquêtés ont affirmé l'existence des conflits dans leur groupement. Les conflits mentionnés par le plus grand pourcentage des enquêtés sont les conflits interethniques, cité par 97% des enquêtés ; les conflits liés aux groupes armés (73%) ; et les conflits entre les agriculteurs et éleveurs (23%). Ce dernier a été cité en particulier à Basimuenda par 36% des enquêtés et à Basimuniaka-Sud par 22% des enquêtés.

Considérant ce contexte où les conflits et l'insécurité continuent malgré certaines mesures du progrès du projet CAM, les objectifs du projet de façon générale restent valables et pertinents. Le projet a essayé de s'adapter aux changements du contexte, comme le fait de continuer à travailler avec les mêmes jeunes là où ils se sont déplacés. Trois analyses du contexte socio-sécuritaire<sup>8</sup> ont été faites au cours du projet pour une réflexion continue sur la pertinence du projet et la sensibilité aux conflits. Comme cela sera expliqué dans la deuxième partie de ce chapitre qui expose les valeurs finales des indicateurs, les valeurs du premier résultat sur la compréhension des expériences des jeunes hommes et jeunes femmes de la sécurité et des conflits dans les Hauts Plateaux ont augmenté de façon significative. Ce résultat a été pertinent pour répondre au besoin de la population d'accéder aux informations crédibles sur la sécurité et mieux comprendre la rôle et expériences des jeunes. Dans un projet futur, ce résultat doit être révisé et pourrait se focaliser plus sur le partage des résultats de la Recherche Action Participative (RAP) et le suivi de ces recommandations, par rapport à la compréhension des membres de la communauté sur les problèmes sécuritaires. Selon les résultats de l'évaluation, le niveau de la compréhension est assez élevé mais le niveau des décisions prises basées sur cette compréhension est encore bas. Les deuxième et troisième résultats restent encore pertinents et rencontrent toujours les besoins des bénéficiaires cibles.

Les activités et les produits du projet sont conformes à sa finalité générale et aux objectifs qui lui ont été assignés. La conception du projet a eu une suite logique des activités et produits. Si on examine les besoins des populations cibles du projet en rapport avec les problèmes sécuritaires auxquels ils font face comme les tueries, l'adhésion aux groupes armés, les tensions interethniques et la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG), le projet CAM a répondu à un certain nombre de besoins. Par exemple, l'accès inclusif à l'informations sur la sécurité à travers la participation des femmes et des jeunes dans les rencontres ; les changements positifs de comportement des jeunes participants du projet ; et l'amélioration de la cohésion sociale par une collaboration entre les membres des différents groupes ethniques dans les dialogues et initiatives d'activisme sociale. La stratégie de leadership en utilisant les jeunes mentorats qui ont été déjà formés pour former d'autres jeunes leaders a été pertinente pour le renforcement des capacités des jeunes et l'échange bénéfique selon les répondants des FGD.

Les activités mentionnées en particulier par les répondants comme étant pertinentes sont les suivantes : la sensibilisation sur la cohabitation pacifique et les dialogues intercommunautaires inclusifs des différents ethnies, genres, et âges qui ont répondu au besoin de réduire des tensions interethniques ; les initiatives d'activisme social qui ont réuni des jeunes des différents groupes ethniques sur les besoins et

---

<sup>8</sup> Contexte socio-sécuritaire actuel dans les hauts plateaux de Fizi-Mwenga et Uvira (Septembre-Octobre 2019) ; Contexte socio-sécuritaire actuel dans les hauts plateaux de Fizi-Mwenga et Uvira (Février 2020) ; Note d'analyse du contexte sécuritaire et paix dans les Hauts Plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira (Septembre-Octobre 2020)

préoccupations partagés ; et les échanges des jeunes des Hauts Plateaux avec les jeunes à Uvira et à Bukavu qui ont créé des opportunités de rassembler les jeunes des différents ethnies et milieux. Ces activités ont été pertinentes pour répondre aux besoins des populations cibles. Les activités de plaidoyer ont été pertinentes pour donner une voix aux jeunes sur leur situation sécuritaire, pourtant ils n'ont pas été bien adaptées pour avoir l'impact recherché à cause de la courte durée du projet, ainsi que les interruptions liées à l'insécurité et la pandémie du COVID-19. Certaines activités ont été suspendues pour prévenir la propagation du COVID-19 et une extension de 6 mois a été octroyé pour terminer les activités. Le nombre des participants aux groupes de dialogue a été réduit et les activités en masse ont été reprises seulement après la levée des restrictions du gouvernement sur le COVID-19.<sup>9</sup> Pour ces raisons, ainsi qu'une faible collaboration avec les autorités au niveau territorial et provincial, les activités de plaidoyer n'ont pas atteint l'impact recherché malgré leur pertinence.

Le projet CAM a eu de risques majeurs liés au contexte sécuritaire, pourtant l'équipe du projet a pris en compte les risques pour protéger le staff et les bénéficiaires du projet par exemple : communiquer avec les autorités locales sur le mouvement des agents du projet, éviter la circulation dans les heures tardives, rencontrer les bénéficiaires là où ils se sont déplacés. Un meilleur appui logistique sur le transport aurait été apprécié par les partenaires pour assurer la sécurité du staff.

Le choix des partenaires était pertinent dans la mesure où chaque partenaire avait une expertise technique dans la matière et les zones dont ils étaient responsables. Ces partenaires ont été bien connus par la population, selon les répondants, et en générale ils ont apprécié leur façon de travailler dans la communauté. Pour un projet qui touche les sujets sensibles sur les tensions ethniques, ces trois partenaires ont été bien choisis comme un tiers neutre et impartial qui pourraient rassembler les membres des différents groupes ethniques, selon les répondants. Cependant, la confiance de la population au staff à Bijombo Centre était nettement moins par rapport aux autres groupements.<sup>10</sup>

La valeur ajoutée du projet CAM est la recherche de paix menée par les jeunes et la création des espaces de dialogue plus inclusifs dans les communautés cibles en combinaison avec l'appui aux initiatives d'activisme social des jeunes. Ces approches ont contribué à la désolidarisation des groupes armés et la réintégration socio-économique de certains jeunes, ainsi qu'une amélioration de la cohésion sociale dans certaines communautés. Alert a travaillé en collaboration avec le STAREC, MONUSCO et en consortium à travers le projet TUJENGE PAMOJA KWA AJILI YA AMANI, qui travaillent avec les jeunes dans les mêmes zones. Selon les partenaires, le projet CAM a bénéficié de cette interaction et il a travaillé en complémentarité pour s'appuyer sur certains objectifs communs. La duplication des activités des différents intervenants n'a pas été mentionnée par les répondants comme est souvent le cas dans les zones où plusieurs intervenants travaillent, ce qui est un bon signe que le projet CAM a fait des activités uniques qui n'ont pas redoublé les efforts des autres intervenants.

52% des enquêtés ont jugé l'engagement des autorités dans les initiatives de paix menés par les différents acteurs dans leur milieu au niveau moyen, 25% au niveau faible, et 22% au niveau fort. Plus d'hommes et femmes adultes à Basimuenda l'ont trouvé faible. Cependant, 50% des jeunes hommes à Bijombo ont noté un fort engagement des autorités. Les répondants de FGD ont apprécié le niveau d'engagement des autorités

---

<sup>9</sup> Rapport du progrès Décembre 2020

<sup>10</sup> Plus de détails sur ce dynamique se trouve dans la partie sur le partenariat.

locales dans les initiatives de paix dans tous les groupements de cette étude sauf à Basimuenda où ils l'ont trouvé faible en disant que les autorités locales sont bloquées ou manipulées par les autorités provinciales.

Selon les répondants de tous les groupements, les autorités territoriales et provinciales n'ont pas été bien engagées aux initiatives de paix dans leur milieu. Il y a une perception d'être même ignorée par les autorités au plus haut niveau sur les problèmes sécuritaires auxquels la population fait face et que s'ils s'engagent, c'est d'une manière partielle selon l'ethnie. La tendance dans les réponses était une perception que les autorités locales ont la volonté de s'engager dans les initiatives de paix, mais ils n'ont pas le pouvoir d'influencer des grands changements nécessaires au niveau sécuritaire et les autorités au niveau territorial et provincial qui ont ce pouvoir ne considèrent pas les populations des Hauts Plateaux.

En revanche, certains informateurs clés ont apprécié l'engagement des autorités territoriales et provinciales en citant leur participation dans des réunions à Bukavu sur la sécurité des Hauts Plateaux, et plusieurs répondants ont mentionné que le gouverneur a visité Minembwe une fois. Malgré ces exemples, il est apparent que le niveau d'engagement des autorités territoriales et provinciales dans les initiatives de la paix dans la région des Hauts Plateaux reste faible. Les partenaires du projet ont souligné l'engagement de ces derniers dans les activités de plaidoyer. Il semble que l'engagement des plus hautes autorités s'arrête avec leur participation aux rencontres de plaidoyer et la population ne sent pas leur présence ou influence sur la situation sécuritaire dans leurs milieux. Dans ce sens, les activités du projet qui ont encouragé une collaboration entre les jeunes et les autorités ont été pertinents pour améliorer leur engagement et un projet futur pourrait fournir plus d'effort sur cette collaboration avec les autorités aux plus hauts niveaux.

## **4.2 EFFICACITE**

Cette partie examine l'efficacité du projet, ses approches et ses méthodologies. Elle présente aussi les valeurs finales des indicateurs.<sup>11</sup>

Malgré les conflits qui persistent dans la région de hauts plateaux, le projet CAM a contribué à la promotion de la coexistence pacifique à travers leurs activités avec les jeunes comme détaillé dans ce chapitre. Certaines approches ont été plus efficaces que d'autres. Les groupes de dialogue des jeunes semblent être les plus efficaces parmi les activités selon les répondants de cette évaluation.

Nous avons posé des questions aux répondants sur les mécanismes et acteurs de paix en générale dans leurs milieux pour comparer aux stratégies utilisées par le projet CAM. 84,5% des enquêtés ont dit qu'il existe des mécanismes de dialogue ou de résolution des conflits dans leur milieu pendant la période d'exécution du projet CAM. Les mécanismes, par ordre décroissant de nombre de fois mentionnés, sont : les groupes de dialogue ; les autorités locales ; les clubs de mentorat pour les jeunes leaders ; les débats publics ; les initiatives d'activisme sociale ; les leaders religieux ; et les chefs coutumiers. 50% d'enquêtés ont pensé que les mécanismes de paix existants ont été en mesure de contribuer à la cohésion sociale. Les enquêtés de Basimuenda en particulier ont pensé que les mécanismes ne contribuent pas. Seuls 14,5% reconnaissent leur contribution. Cependant, 83% des enquêtés de Basimukinje 1 ont jugé que ces mécanismes contribuent à la cohésion sociale.

---

<sup>11</sup> Une matrice détaillée de suivi et d'évaluation du projet mise à jour se trouve en annexe.

Parmi ceux qui ont pensé que ces mécanismes contribuaient à la cohésion sociale, la plupart les ont trouvés efficaces. Les groupes de dialogues ont été identifiés de loin comme étant les plus efficaces dans tous les groupements dans cette étude selon 77% de ces enquêtés qui les ont mentionnés. Ceci est suivi par les initiatives d'activisme social (44%) et les autorités locales (41%). Les initiatives d'activisme social ont été identifiées en particulier par les enquêtés de Basimukinje 1, alors que les autorités locales ont été identifiées plus par les enquêtés de Basimuenda et Bijombo. On peut conclure que le choix d'utiliser les groupes de dialogue, les initiatives d'activisme social et la collaboration avec les autorités locales a été une stratégie efficace de la mise en œuvre du projet CAM.

Les enquêtés ont identifié trois principales façons dont ces mécanismes ont été efficaces : le rapprochement des jeunes des différents groupes ethniques ; la participation des jeunes femmes dans les activités de paix ; et l'intégration des jeunes dans la prise de décision. Le rapprochement des jeunes des différents groupes ethniques a été identifié par 97% de ces enquêtés de Basimuniaka-Sud ; 94% de Basimuenda ; 88% de Basimukinje 1 ; et 81% de Bijombo. La participation des jeunes femmes dans les activités de paix a été notée plus par les enquêtés de Basimukinje 1 et Basimuenda. Les enquêtés de Basimuniaka-Sud ont mentionné plus l'intégration des jeunes dans la prise de décision.

La plupart des répondants des FGD ont pensé que les personnes formées par le projet CAM ont contribué à la résolution pacifique des conflits et une augmentation de la cohésion sociale dans leur communauté, en reconnaissant que le projet n'a pas pu amener la paix dans la zone. Seulement les répondants de Basimuenda n'ont pas vu une contribution évidente des personnes formées par le projet dans leur communauté. L'approche d'intégrer les jeunes et les femmes, ainsi que les membres des différents groupes ethniques, dans les rencontres de dialogue a été efficace pour le rapprochement communautaire. La méthodologie de former les jeunes à faire la recherche avec le scorecard et développer des recommandations pour le plaidoyer, ainsi que l'appui de leurs initiatives d'activisme sociale a été également efficace pour leur désolidarisation avec les groupes armés en faveur d'engagement avec les efforts de paix et développement dans leur milieu. Cependant, la méthodologie au niveau de la mise en œuvre de recommandations à travers les plans d'action dépendants de l'appui des autorités territoriales et provinciales n'a pas été très efficace comme cet appui n'a pas été établis. Une meilleure intégration des autorités dans les activités du projet a été nécessaire pour un impact plus efficace. L'approche des groupes de dialogue entre les parents et les jeunes a été une bonne idée pour bien intégrer les différents membres de la communauté, pourtant selon les répondants il n'a pas été bien exécuté au point qu'un manque d'intégration des adultes dans le projet a causé certaines tensions.<sup>12</sup>

### ***Renseignements sur les valeurs finales des indicateurs du projet et comparaison avec les données de base***

Cette partie du rapport présente les valeurs finales de certains indicateurs du projet en comparaison avec les données de base. Le tableau des valeurs finales de tous les indicateurs du projet CAM se trouvent en annexe et il pourrait être utile de s'y référer en lisant cette section.

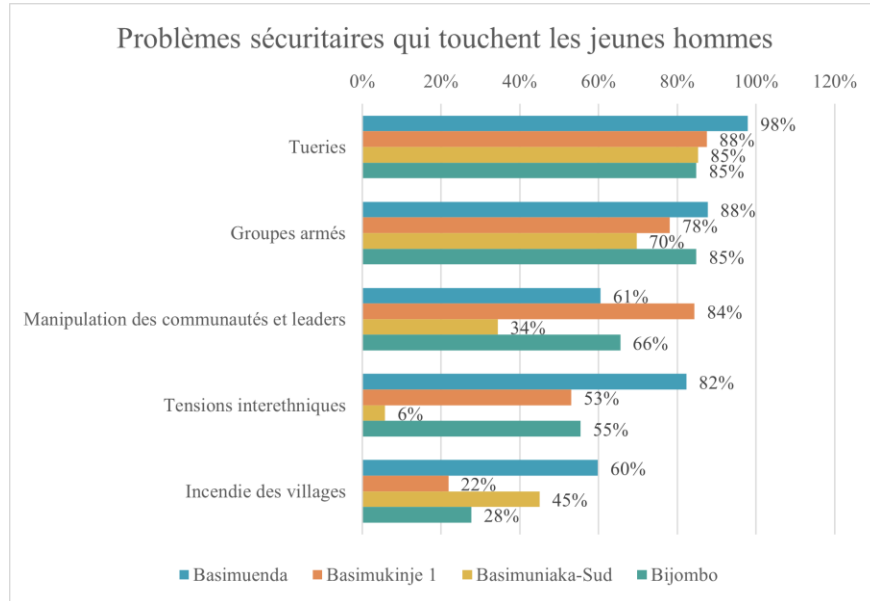
***Indicateur 1.a : % d'augmentation des hommes et des femmes membres de la communauté sondé qui peuvent identifier correctement les trois problèmes sécuritaires des jeunes hommes et les trois problèmes sécuritaires des jeunes femmes***

---

<sup>12</sup> Plus de détails sur ce dynamique se trouvent dans une partie ultérieure du rapport.

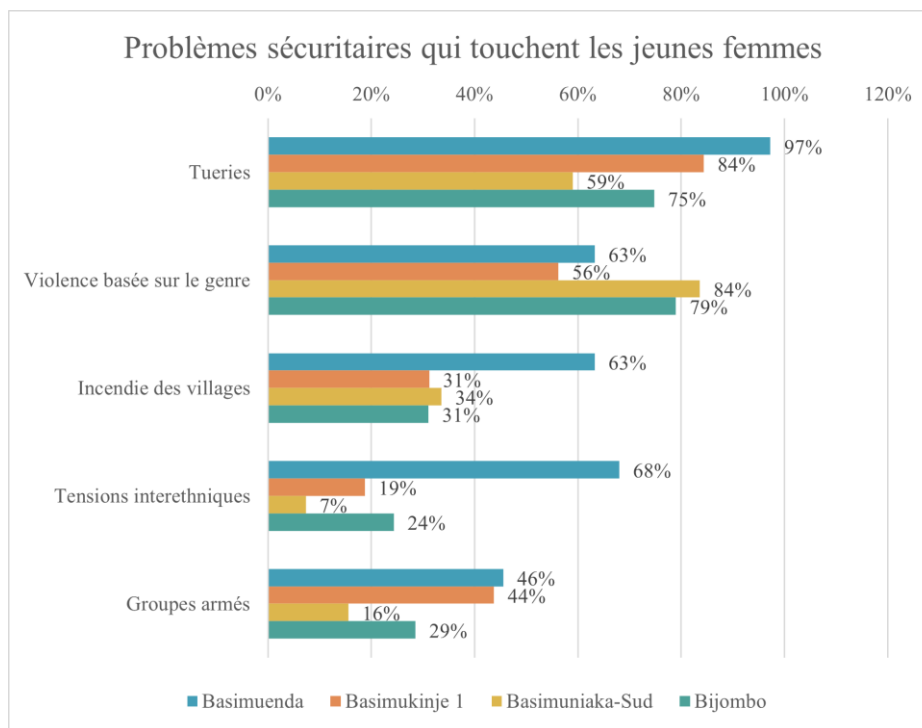
85% des enquêtés ont été capables de citer au moins trois problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes hommes. 69% des enquêtés ont été capable de citer au moins trois problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes femmes.

Les problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes hommes les plus mentionnés par les enquêtés sont : les tueries, les groupes armés, la manipulation des communautés et leaders, les tensions interethniques, et l'incendie des villages. Ces réponses sont présentées par groupement dans le graphique ci-dessous :



Dans l'étude de base du projet CAM, les principaux problèmes sécuritaires identifiés qui touchent les jeunes hommes ont été : la manipulation des communauté et leaders (89,7%) ; le cambriolage (60,2%) ; les tueries (53.1%) ; les groupes armés (49,7%) ; et tensions interethniques (38.3%). On observe que 4 parmi les 5 le plus mentionnés sont les mêmes dans les deux études. En plus, un plus grand pourcentage des répondants de l'évaluation finale a mentionné les tueries, les groupes armés et les tensions interethniques par rapport aux répondants avant la mise en œuvre du projet.

Les problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes femmes les plus mentionnés par les enquêtes sont : les tueries, la violence basée sur le genre, l'incendie des villages, tensions interethniques, et les groupes armés comme présenté dans le graphique ci-dessous :



Pour les jeunes femmes, les problèmes sécuritaires identifiés dans l'étude de base ont été : le cambriolage (41,7%) ; les tueries (40%) ; tensions interethniques (26,3%) ; travaux forcés (26,3) ; et impunité (23,4). Ici on observe des pourcentages plus élevés sur les tueries et les tensions interethniques après le projet.

Si on compare la valeur de base sur cet indicateur qui a été 6,2% pour les problèmes sécuritaires des jeunes hommes et 4,3% pour ceux des jeunes femmes, on observe une augmentation très significative qui montre que pendant la période du projet CAM, les membres de la communauté ont augmenté leur niveau de compréhension des expériences des jeunes hommes et jeunes femmes de la sécurité et des conflits. On observe aussi que les problèmes le plus mentionné pour les jeunes hommes ont resté presque les mêmes alors que les répondants ont cité différents problèmes sécuritaires pour les jeunes femmes en comparaisant les deux études.

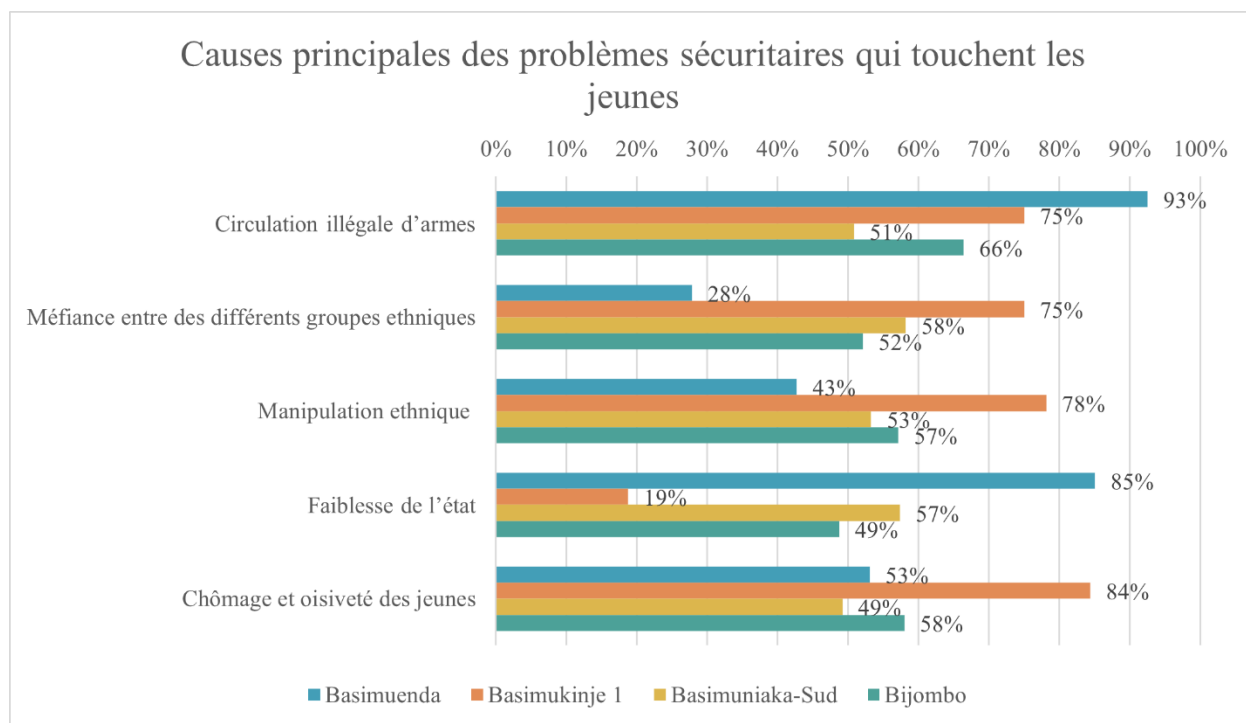
Certaines dynamiques sur cet indicateur sont importantes à souligner. Le niveau de compréhension des problèmes sécuritaires est plus bas pour les jeunes femmes (69%) comparativement à celui des hommes qui est de 85%. Selon les réponses, il y a une tendance de citer un seul problème sécuritaire pour les jeunes femmes : les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG), en ignorant d'autres problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes femmes, ce qui abaisse le pourcentage des gens capables à citer ces problèmes. Les répondants des FGD ont expliqué aussi que les jeunes hommes sont plus souvent des victimes directes de tueries et les jeunes femmes sont souvent victimes de devenir les veuves tôt et d'être kidnappé comme esclaves sexuelles.

***Indicateur 1.b : % augmentation des jeunes hommes et jeunes femmes sondé qui peuvent expliquer la différence entre les causes et les conséquences de l'insécurité qu'ils connaissent***

Parmi les enquêtés, 92% des jeunes hommes et 94% des jeunes femmes ont été capables d'identifier au moins deux causes et au moins deux conséquences des problèmes sécuritaires qui touchent les jeunes, ce qui démontre leur capacité de distinguer entre les causes et les conséquences de l'insécurité pour les jeunes

dans leur milieu. Ceci est une augmentation très significative par rapport aux valeurs de base de 6,2% des jeunes hommes et 4,3% des jeunes femmes.

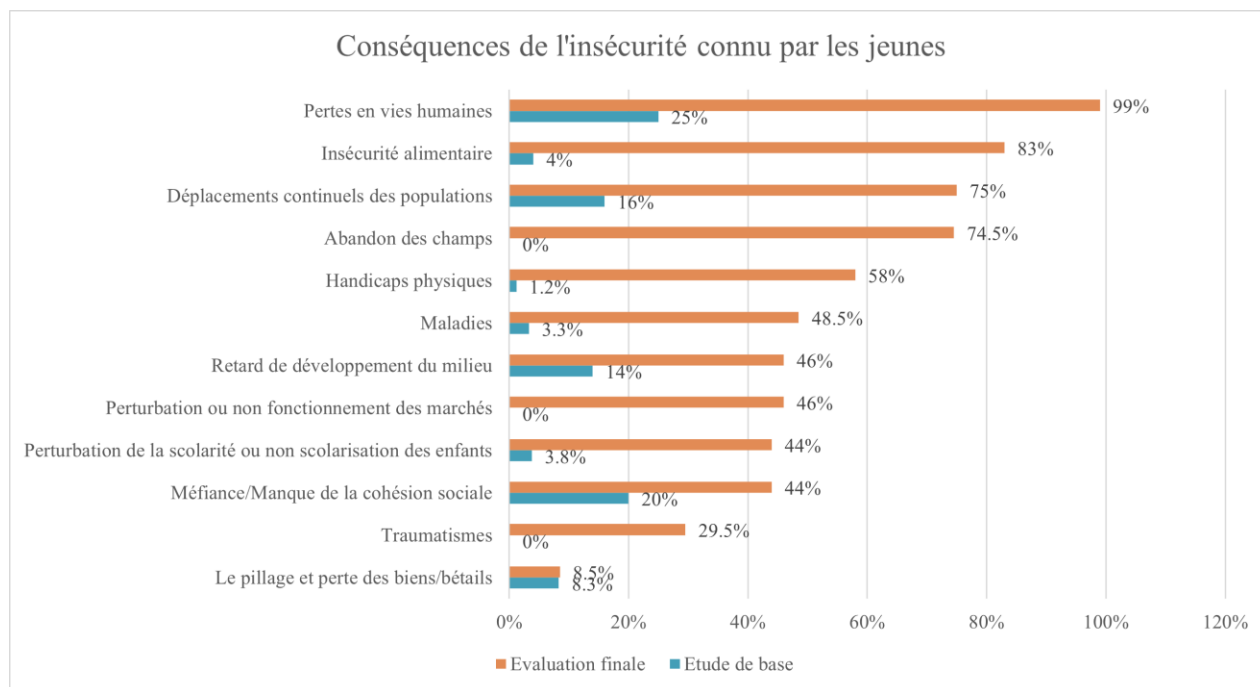
Les causes les plus citées sont : la circulation illégale des armes (en particulier citée par plus de 90% des femmes et des hommes de Basimuenda) ; la méfiance entre des différents groupes ethniques (81% des hommes de Basimukinje 1) ; la manipulation ethnique (92% des hommes de Basimukinje 1); la faiblesse de l'état (90,5% des hommes de Basimuenda) ; le chômage et l'oisiveté des jeunes (en particulier cités par les enquêtés de Basimukinje 1, dont 100% des jeunes femmes et 75% des jeunes hommes). Les répondants des FGD ont aussi ajouté l'intérêt de certains individus ou politiciens, l'instrumentalisation des jeunes, et la prolifération des groupes armés.



Parallèlement, les conséquences de l'insécurité les plus citées sont : pertes en vies humaines, insécurité alimentaire, déplacements continuels des populations, abandon des champs, handicaps physiques, maladies, retard de développement du milieu, perturbation ou non fonctionnement des marchés, perturbation de la scolarité ou non scolarisation des enfants, manque de la cohésion sociale, traumatismes, et le pillage et perte des biens/bétaux. Les réponses des FGD et KII ont soutenu l'identification de ces mêmes conséquences.

Le graphique ci-dessous compare les réponses sur les conséquences de l'insécurité connu par les jeunes de l'étude de base du projet CAM et cette évaluation finale. Il est apparent qu'un grand nombre des enquêtés de l'évaluation finale ont été capables de citer plusieurs conséquences de l'insécurité connu par les jeunes par rapport aux réponses collectés avant le projet. Si on ne peut pas supposer que le projet CAM a influencé tous ces réponses, il est probable que le partage de recherche et les débats communautaires organisé par le projet ont contribué aux capacités des membres de la communauté d'identifier ces conséquences.





***Indicateur 1.c : % augmentation des nombres des décideurs au niveau territoriale et provinciale qui rapportent qu'ils reçoivent des informations et d'évidence crédible des jeunes hommes et jeunes femmes sur lesquelles ils peuvent prendre des décisions afin d'adresser des insécurités dans la communauté***

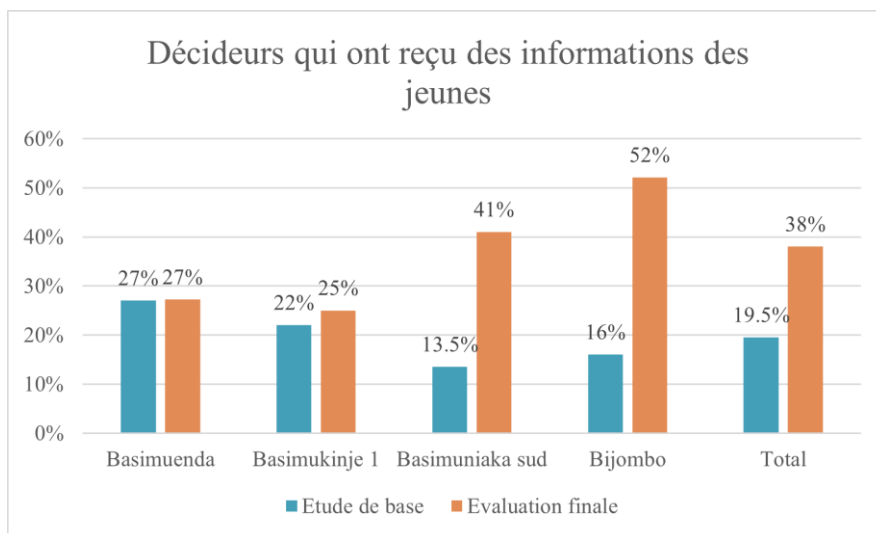
La valeur de cet indicateur a augmenté de 19,5% à 38% au cours de la mise en œuvre du projet CAM. Le pourcentage des enquêtés qui ont observé une collaboration entre les autorités locales, territoriales ou provinciales et les jeunes a été élevé dans tous les groupements sauf à Basimuenda. Lorsqu'on a demandé aux enquêtés s'ils avaient des informations sur l'insécurité dans leur communauté, ils pourraient les partager aux autorités locales, territoriales ou provinciales, la majorité a répondu oui avec les pourcentages les plus élevés à Basimukinje 1 et Bijombo.

38% des enquêtés ont observé ou entendu parler des situations où un décideur ou chef local a demandé des informations aux jeunes pour prendre une décision ou renforcer son action, dont la plupart ont été au cours des trois derniers mois. Ceci a été plus élevé à Bijombo par rapport aux autres groupements. Une enquêtée a noté, « après avoir remarqué qu'ils [les autorités] sont dépassés par la situation, ils ont invité les jeunes pour demander leur apport pour le rétablissement de la paix dans notre communauté. »<sup>13</sup>

Un graphique qui montre une comparaison entre les réponses de l'étude de base du projet CAM et cette évaluation finale sur cet indicateur se trouve ci-dessous. Les changements significatifs sur les instances de partage d'information entre les jeunes et les décideurs sont enregistrés particulièrement à Bijombo et Basimuniaka-Sud.

<sup>13</sup> FGD des femmes de Basimuniaka-Sud





Dans les FGD, les jeunes et les adultes de tous les groupements dans cette étude ont rapporté qu'ils ont partagé des informations sur la situation sécuritaire aux autorités, mais certains jeunes répondants ont noté qu'il y a des jeunes qui refusent de partager l'information aux autorités à cause de la méfiance qui existe entre les jeunes et les autorités. Souvent c'étaient les autorités qui ont demandé aux jeunes de les informer des mouvements des groupes armés.

Lorsqu'on a demandé aux autorités s'ils avaient reçu des informations crédibles des jeunes, les réponses ont été mixtes. Parmi les 20 décideurs interviewés, 16 (80%) ont dit qu'ils ont reçu des informations des jeunes. Les autorités locales, les chefs coutumiers et les FARDC avaient reçu des informations des jeunes, mais ils n'ont pas eu beaucoup de confiance que ces informations ont été crédibles. Il reste une méfiance entre des jeunes et des autorités qui n'ont pas confiance aux jeunes, mais craignent qu'ils livrent des informations pour protéger leurs propres intérêts. Les PNC et les plus hautes autorités comme le Bourgmestre n'avaient pas reçu des informations. Au niveau local, certaines décisions ont été prises basées sur les informations partagées par les jeunes, comme les demandes de déploiement des FARDC, mais pour les agents de sécurité les informations ont été vérifiées par leur département de renseignement et les décisions ont été prises à haut niveau.

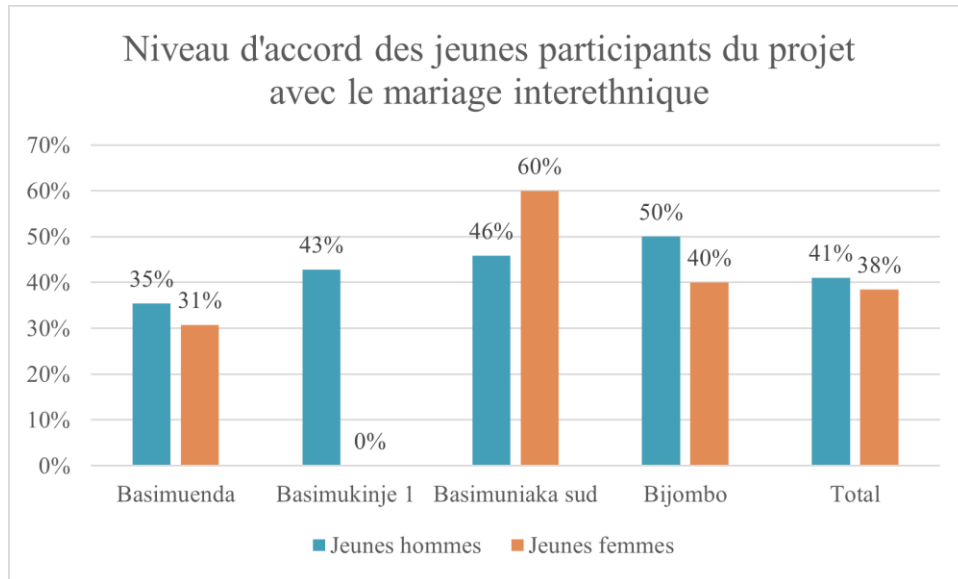
La voie de passer l'information entre les jeunes et les décideurs au niveau territorial et provincial est encore bloquée. Un projet futur pourrait se focaliser sur l'établissement de la confiance entre les jeunes et les décideurs au niveau territorial et provincial ainsi que le renforcement de partage d'information entre les autorités locales et les autorités territoriales et provinciales. Ceci pourrait être une voie plus efficace pour influencer les décisions à ces plus hauts niveaux.

***Indicateur 2.a : % augmentation des nombres des jeunes des plateaux qui participent dans le projet qui rapportent qu'ils seraient confortables de se marier avec un membre d'une famille de groupe ethnique différente de leur communauté d'ici la fin du projet***

147 jeunes enquêtés (69%) avaient participé dans un groupe de dialogue du projet CAM. Parmi eux, 41% (n=39) des jeunes hommes et 38,5% (n=20) des jeunes femmes qui ont participé dans les activités du projet CAM ont répondu d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé suivante : « *les membres de ma communauté pourraient se marier avec une personne appartenant à un autre groupe ethnique.* » Si on compare ces valeurs avec les valeurs de base, on trouve une augmentation légère pour les jeunes hommes

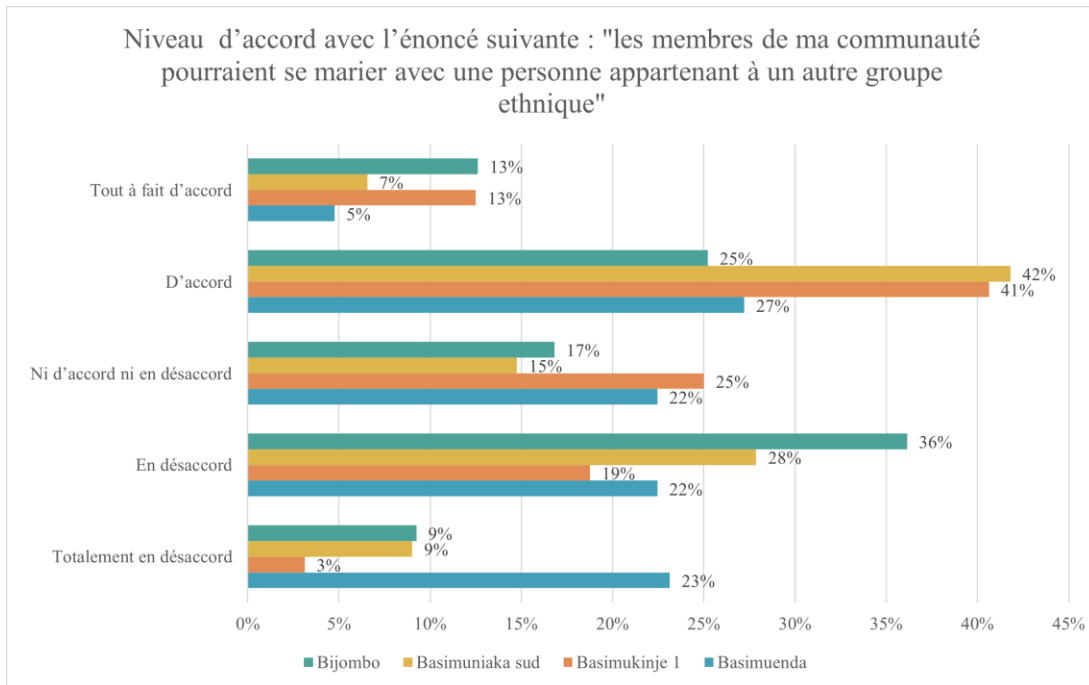
de 40% à 41%. Cependant, le changement dans les réponses des jeunes femmes est significatif de 19,4% à 38,5%. Les jeunes femmes de Basimuniaka-Sud ont été d'accord avec le mariage interethnique a un niveau plus élevé. On peut lier ces changements aux activités du projet CAM basé sur les commentaires des répondants, par exemple : « *Auparavant je ne voulais pas que quelqu'un me dise que je sois mariée par la personne d'une autre communauté, mais grâce aux groupes de dialogue je trouve que c'est normal qu'un membre de notre communauté soit mariée dans une autre communauté.*<sup>14</sup>»

Le graphique ci-dessous affiche les réponses des jeunes qui ont participé dans des activités du projet CAM sur l'acceptation du mariage interethnique. Il est à noter que parmi les enquêtés, une seule jeune femme a participé dans le projet à Basimukinje 1, ce qui abaisse ce pourcentage.



Le graphique ci-dessous montre le niveau d'accord avec le mariage interethnique pour tous les enquêtés (adultes et jeunes) par groupement.

<sup>14</sup> Jeune femme enquêtée de Basimuenda



Les jeunes participants des FGD de Basimuenda n'ont pas été en général d'accord avec le mariage interethnique, en citant notamment les anciennes histoires de conflits entre les différents groupes ethniques. Les jeunes des autres groupements ont été tous d'accord avec le mariage interethnique, tout en reconnaissant des défis économiques pour payer la dot chez les Banyamulenge, qui exige des vaches, comme élément qui affecte le mariage interethnique. Certains répondants ont aussi souligné que les jeunes femmes Banyamulenge se marient avec des gens des différents groupes ethniques, mais les jeunes hommes Banyamulenge n'acceptent pas de se marier avec les jeunes femmes des autres groupes ethniques selon leur culture. Les femmes adultes ont été d'accord avec le mariage interethnique, mais les hommes adultes ont été plus hésitants ou ils ont refusé catégoriquement. Considérant la position de pouvoir dans lequel les hommes sont dans la société et la culture des tribus représentés dans cette étude, il est probable qu'ils ont une influence significative sur l'acceptation du mariage interethnique par les jeunes. Pour cette raison, leur participation active est importante dans les activités dû à leur influence sur la communauté pour créer des changements durables.

***Indicateur 2.b : # des recommandations développé par des jeunes femmes dans les groupes de dialogue qui sont pris par le groupe et développé dans les initiatives d'activisme sociale au cours du projet***

Au total, avec les recommandations qui ont été enregistrées dans le rapport d'avancement, on trouve 11 recommandations des jeunes femmes qui ont été prises en compte. Parmi les enquêtés qui avaient participé dans un groupe de dialogue organisé par Alert ou ses partenaires, 48% (n=126) ont dit que les recommandations soulevées dans les groupes de dialogue sont prises en compte dans les initiatives d'activisme social. 42% (n=111) de ces enquêtés ont dit que les recommandations développées par les jeunes femmes sont considérées. Ceci a été particulièrement élevé, (86%) pour les enquêtés de Basimukinje 1 qui ont dit que les recommandations développées par les jeunes femmes sont considérées, en citant en particulier l'appui qu'elles reçoivent pour leurs initiatives grâce à leurs recommandations.

Les exemples des recommandations des jeunes femmes prises en compte et développées dans les initiatives d'activisme social au cours de projet mentionné par les répondants de cette étude sont : la réclamation du bureau genre à la commune qui leur a été accordé et installé<sup>15</sup> ; la création des cadres de concertation des filles<sup>16</sup> ; l'inclusion des jeunes femmes dans les dialogues de paix<sup>17</sup> ; l'initiative de fabrication de beignets<sup>18</sup> ; la création des Associations Villageoises d'Épargnes et de Crédits (AVEC) des femmes.<sup>19</sup> le dialogue intercommunautaire entre les femmes<sup>20</sup> ; la réouverture du marché Monyi<sup>21</sup> ; l'initiative de l'ouverture d'un atelier de couture des jeunes femmes de toutes les ethnies.<sup>22</sup> Une jeune femme de Basimuniaka-Sud a partagé l'exemple suivant : « *Dans les dialogues auxquels j'ai participé, les femmes Banyamulenge demandaient de faire un dialogue avec les femmes des autres communautés affectés par les conflits est cela a été fait à Monyi dans un marché où les femmes Banyamulenge et Bafuliru se sont convenu de sensibiliser leurs mariés et leurs enfants pour chercher comment vivre ensemble* ». <sup>23</sup> Il y a une tendance apparente que les recommandations ont été plus considérées pour les répondants de Basimuniaka-Sud par rapport aux autres groupements ciblés par le projet.

Le pourcentage des répondants qui ont répondu que les recommandations développées par les jeunes femmes sont considérées a été particulièrement moindre (9%) pour les enquêtés de Basimuenda. Pour expliquer les raisons dont ils pensent que les recommandations des jeunes femmes ne sont pas prises en compte, ils ont noté que malgré la présence des jeunes femmes dans ces groupes, elles restent marginalisées. Le projet CAM a contribué au changement d'accepter d'inviter les femmes dans les rencontres, ce qui est significatif, mais dans ce contexte, relever les voix des femmes est encore un grand défi. Pour dire, un appui sur la présence des femmes dans les rencontres avec les hommes reste important ainsi que d'autres approches d'intégrer les femmes dans les activités de paix, tel que l'appui dédié aux associations féminines.

Il y a un progrès sur cet indicateur de façon que le nombre des exemples des recommandations a dépassé la cible de 10. Cependant, il est apparent que les jeunes femmes et les femmes adultes font toujours face à la discrimination dans la participation dans les rencontres communautaires et la prise des décisions. Ceux-ci sont des dynamiques importantes à considérer dans la conception des projets futurs dans ces zones.

***Indicateur 2.c. # des exemples de changement d'attitude et de comportement des membres de la communauté observés au niveau provincial effectué par la collaboration entre les jeunes leaders des hauts plateaux et les jeunes leaders de Bukavu***

Les répondants des FGD ont mentionné plusieurs exemples de changement d'attitude et de comportement et certains ont souligné que ces changements sont liés aux échanges entre les jeunes des hauts plateaux et les jeunes de Bukavu et d'Uvira. Les deux exemples de changements importants sont la cessation

<sup>15</sup> FGD des jeunes femmes de Basimuniaka-Sud

<sup>16</sup> FGD des jeunes hommes de Basimuniaka-Sud

<sup>17</sup> FGD des jeunes hommes de Bijombo Rural et FGD des femmes de Basimuniaka-Sud ; jeune femme et jeune homme enquêtés de Basimuniaka-Sud ; homme et femme enquêtes de Bijombo Rural ; femme enquêtée de Basimukinje 1

<sup>18</sup> Jeune homme et homme enquêtés de Bijombo Rural ; homme enquêté de Basimunkje 1

<sup>19</sup> KII avec un jeune leader de Basimuniaka-Sud

<sup>20</sup> 2 femmes enquêtées, un homme et un jeune homme enquêtés de Basimuniaka-Sud

<sup>21</sup> 2 femmes enquêtées et 1 jeune homme enquêté de Basimuniaka-Sud

<sup>22</sup> Jeune homme enquêté de Bijombo Rural

<sup>23</sup> Jeune femme enquêtées de Basimuniaka-Sud

d'adhésion aux groupes armés après avoir participé aux dialogues et sensibilisations du projet CAM<sup>24</sup> et la participation des jeunes femmes dans les activités de plaidoyer.<sup>25</sup> Selon les répondants des FGD, les échanges entre les jeunes des Hauts Plateaux et les jeunes de Bukavu et d'Uvira ont été utiles pour ceux de Basimuniaka-Sud et Bijombo Rural. Pour les autres groupements, ils n'ont pas observé de changements importants grâce à ces échanges. Au total, avec les 6 exemples enregistrés dans les rapports d'avancement, il y a 8 exemples.

59% des enquêtés ont dit qu'ils ont observé des changements d'attitude ou de comportement des membres de leur communauté au niveau de la cohésion sociale et la paix pendant la durée du projet CAM. Le rapprochement des gens des différents groupes ethniques a été identifié par 51% des enquêtés en tant que changement. La participation des jeunes hommes et jeunes femmes des différents groupes ethniques dans des activités de paix a été aussi mentionnée. La participation des jeunes en général a été mentionnée de plus par les enquêtés de Basimuenda, alors que la participation des jeunes femmes spécifiquement a été mentionnée en particulier par les enquêtés de Basimukinje 1. Il existe une tendance dans les réponses que les femmes et les jeunes femmes ont changé de plus leurs attitudes et comportements en rapport avec la cohésion sociale. Ceci a été observé en particulier par les enquêtés de Basimuenda et Basimuniaka-Sud.

***Indicateur 2.1.3 : % des membres des groupes de dialogue des jeunes qui rapportent qu'ils ont changé leurs comportements vers des autres jeunes grâce aux réunions de groupe de dialogue, et qui peuvent donner d'évidence qui montre le changement***

63% (n=264) des enquêtés avaient participé dans un groupe de dialogue organisé par le projet CAM, dont 117 dans les groupes de dialogues entre les jeunes et les parents et 147 dans les groupes de dialogue entre les jeunes. Par groupement la participation dans les groupes de dialogue a été comme suit : 80% des enquêtés de Basimuenda ; 69% de Basimukinje 1 ; 45% de Basimuniaka-Sud ; et 59% de Bijombo. Parmi eux, 80% (n=212) ont dit qu'ils ont changé leur attitude ou comportement grâce à leur participation dans les groupes de dialogue ou d'autres activités du projet CAM.

Spécifiquement pour les membres des groupes de dialogue des jeunes, 81% des jeunes hommes et 73% des jeunes femmes ont rapporté qu'ils ont changé leur attitude ou comportement grâce à leur participation dans les groupes de dialogue. Un jeune homme enquêté de Basimuenda a remarqué, « *J'ai bien changé mon comportement car j'avais accepté de ne pas fréquenter les différents groupes armés qui sont autour de l'insécurité.* »<sup>26</sup> Une jeune femme de Basimuniaka-Sud a expliqué ce qui a changé dans sa vie : « *Je commence à fréquenter la même église et la même école avec les jeunes femmes des autres ethnies, ce qui n'était pas possible auparavant.* »<sup>27</sup> Ce changement de partager l'église a été mentionné en particulier par les jeunes de Basimuniaka-Sud.

100% des répondants de FGD qui ont été des membres des groupes de dialogue des jeunes ont rapporté qu'ils ont changé leur comportement. Des exemples soulevés comprennent la volonté de collaborer avec les jeunes des différents groupes ethniques<sup>28</sup>, la désolidarisation de certains jeunes aux groupes armés en

<sup>24</sup> FGD des jeunes femmes, des jeunes hommes, et des hommes de Basimuniaka-Sud ; FGD des jeunes femmes de Basimukinje 1 ; FGD des jeunes à Bukavu ; Rapport d'avancement de décembre 2020

<sup>25</sup> FGD des jeunes mixtes à Uvira

<sup>26</sup> Sondage d'un jeune homme de Basimuenda

<sup>27</sup> Sondage d'une jeune femme enquêtée de Basimuniaka-Sud

<sup>28</sup> FGD des jeunes femmes et jeunes hommes de Basimuniaka-Sud, FGD des jeunes femmes et jeunes hommes de Basimuenda, FGD des jeunes femmes de Bijombo Rural, FGD des jeunes hommes de Bijombo Centre

faveur des initiatives de paix<sup>29</sup>, le plaidoyer initié par les jeunes pour évacuer les militaires qui volent de la population.<sup>30</sup>

***Indicateur 2.1.4 : # des jeunes des groupes ethniques différents qui ont organisé une initiative communautaire ensemble (en dehors du projet) suite à leur participation dans les réunions de groupes de dialogues***

Selon le rapport d'avancement de décembre 2020, 222 jeunes des différents groupes ethniques, dont 87 jeunes femmes, ont organisé des initiatives communautaires. Les répondants des FGD ont souligné certains exemples de ces initiatives, notamment : l'entretien de la route<sup>31</sup> ; la création de cadre de concertation<sup>32</sup> ; l'organisation des séances sur le traumatisme chez les jeunes<sup>33</sup> ; et la création des coopératives agricoles.<sup>34</sup> Parmi les groupements ciblés par le projet CAM, il est à noter que les répondants de Bijombo Centre n'ont pas observé d'initiatives d'activisme social.

***Indicateur 2.2.3 : % des membres des clubs de mentorat qui montrent un changement positif dans la façon dont ils incluent des autres jeunes (des autres groupes ethniques) dans leurs activités grâce à leur participation dans les clubs de mentorat***

Dans les FGD menés dans cette étude, 9 comprenaient des participants membres des clubs de mentorat. Parmi eux, 14 (87,5%) sur les 16 jeunes membres des clubs de mentorat participants de l'évaluation ont confirmé des changements positifs dans la façon dont ils incluent des jeunes des autres groupes ethniques dans leurs activités. Ils ont mentionné les groupes ethniques suivants comme étant collaborés dans les activités : Bashi, Banyamulenge, Barega, Bafuliiru, Banyindu, Babembe Bavira, et Bambuti. Les répondants de Basimuenda ont noté que les Banyamulenge ont été moins représentés par rapport aux autres groupes dans leur milieu.

***Indicateur 2.3.4 : # des exemples d'attitude et de comportement positifs parmi les membres de communautés documentés dans les communautés ciblées grâce aux projets d'activisme social***

En plus des 5 exemples enregistrés dans les rapports d'avancement, les répondants des FGD ont ajouté 3 exemples d'attitude et de comportement positifs parmi les membres de la communauté pour un total de 8 exemples, notamment : l'acceptance du mariage interethnique ; la volonté des différentes communautés de travailler ensemble ; et l'engagement des membres des différentes communautés dans la cohabitation pacifique.

***Indicateur 3.a : # des exemples des stratégies développées au niveau territorial et provincial par les décideurs qui sont ciblés à la transformation des moteurs de conflit cité dans le RAP, après avoir participé dans les activités de plaidoyer de projet***

Selon les rapports d'avancement, 4 exemples sont enregistrés. Certains exemples au niveau local partagés par les décideurs interviewés sont : des réunions communautaires sur la sécurité, le renforcement de

<sup>29</sup> FGD des jeunes femmes de Bijombo Centre

<sup>30</sup> FGD des jeunes hommes de Basimuenda

<sup>31</sup> FGD des jeunes femmes de Basimukinje 1 et de Basimuniaka-Sud

<sup>32</sup> FGD des hommes de Basimuniaka-Sud

<sup>33</sup> FGD des hommes de Basimuenda

<sup>34</sup> FGD des jeunes femmes de Basimuniaka-Sud



capacité des autorités en matière de plaidoyer<sup>35</sup>; des rencontres permanentes avec les responsables des FARDC et ceux des groupes armés<sup>36</sup>; le dialogue au lieu d'autodéfense et l'ouverture du marché de Monyi avec objectif de rapprocher les gens qui étaient déjà séparés.<sup>37</sup>

***Indicateur 3.b : # des activités de plaidoyer conjoint organisé avec les autorités territoriales et provinciales sur les priorités identifiées dans la RAP/ Indicateur 3.2.2 : % des objectifs de plaidoyer réussis à la fin du projet***

2 activités de plaidoyer conjoint organisées avec les autorités territoriales et provinciales sur les priorités identifiées dans la Recherche Action Participative (RAP) ont été réalisées selon les rapports d'avancement. La plupart des participants de FGD n'ont pas observé des objectifs de plaidoyer réussi ou des changements significatifs grâce aux activités de plaidoyer. Cependant, certains répondants ont partagé des exemples des activités de plaidoyer du projet CAM qui ont été basés sur les priorités identifiées dans la RAP et qui ont réussi. Plusieurs exemples ont été sur la présence des FARDC. A Bijombo Centre, c'était une demande de déploiement des FARDC dans le milieu, alors que les répondants de Basimuniaka-Sud ont plaidé pour le remplacement des éléments FARDC par la police. Les barrières illégales ont été aussi un point de plaidoyer pour les répondants de Bijombo Rural et Bijombo Centre. La réouverture du marché Monyi a aussi réussi selon les répondants de Basimuniaka-Sud, ainsi que la construction d'un pont sur la rivière Musonjo selon les répondants d'Uvira. Les jeunes de Bukavu ont aussi confirmé leur participation dans des activités de plaidoyer sur les points ci-haut mentionnés dans lesquels ils ont collaboré avec leurs pairs des Hauts Plateaux.

Les activités de plaidoyer n'ont pas eu des réalisations importantes selon les répondants de Basimuenda et Bijombo Rural pour dire que l'impact de ces activités a différé entre les différentes communautés. Si on prend le moyen des pourcentages des objectifs de plaidoyer estimés par les répondants d'avoir réussi, on trouve 32%. Les délais dans la mise en œuvre des activités de plaidoyer et le fait que les changements politiques prennent du temps sont aussi des facteurs qui influencent le progrès limité sur cette valeur finale.

***Indicateur 3.c : # des exemples où un décideur a contacté le projet et demander l'appui/ les inputs aux stratégies de développement afin d'adresser les issues prioritaires souligné dans la RAP***

1 exemple d'un décideur qui a contacté le projet pour demander l'appui aux stratégies de développement afin d'adresser les issues prioritaires soulignées dans la RAP a été enregistré dans les rapports d'avancement. Parmi les décideurs interviewés dans cette étude, aucun n'avait contacté le projet pour cet appui. Les partenaires également n'ont pas reçu de demandes d'appui venant des décideurs. Pour dire que le projet a enregistré peu de progrès sur cet indicateur. Ceci est conforme aux autres résultats qui exposent une faible collaboration du projet avec les décideurs et d'autres leaders communautaires.

***Indicateur 3.1.2 : % des parents qui rapportent qu'ils ont plus de confiance d'impliquer les jeunes dans la prise des décisions et qui donnent des exemples qui montrent comment ils sont en train de changer leurs comportements***

43% des adultes (45,5% des hommes et 39% des femmes) ont répondu que les jeunes sont plus impliqués dans la prise de décision avec leurs parents dans les 12 derniers mois. Selon eux, les parents ont impliqué

<sup>35</sup> KII Bijombo centre

<sup>36</sup> KII Bijombo rural

<sup>37</sup> KII Basimuniaka-Sud

de plus les jeunes dans la prise de décision sur la sécurité entant qu'acteurs qui agissent pour protéger la communauté. Les femmes des FGD ont également répondu qu'elles ont plus de confiance pour impliquer les jeunes dans la prise de décision. Un répondant a partagé son expérience en disant, « *Après les divers échanges dans les groupes de discussion les parents ont accepté que les jeunes peuvent aussi avoir une part dans la prise de décisions.* »<sup>38</sup>

Les hommes répondants des FGD ont eu des perceptions plus négatives sur les jeunes. Certains ont dit qu'ils acceptent l'implication des jeunes dans la prise de décision au niveau familial, mais des hommes ont exprimés des sentiments de méfiance envers les jeunes. Le chef de groupement de Bijombo Centre a expliqué que les jeunes ne sont pas impliqués dans la prise de décisions parce qu'ils sont engagés dans les groupes armés qui causent l'insécurité dans le milieu.<sup>39</sup> Cette perception que tous les jeunes devraient être exclus de la prise de décision dû aux actions de certains jeunes a des effets néfastes sur le rôle des jeunes dans la communauté.

Les raisons les plus citées par les adultes pour expliquer pourquoi les jeunes ne sont pas impliqués dans la prise de décisions ont été que les jeunes n'écoutent pas le conseil des parents, les opinions des jeunes ne sont pas considérées sérieusement comme ceux des adultes, il y a la méfiance entre les parents et les jeunes, et il existe des conflits entre les générations dû à la perception des adultes que l'insécurité chez eux est causée par les jeunes. Un leader de la société civile à Minembwe a expliqué, « *Ce sont les autorités politico-administratives qui prennent-elles seules les décisions sans impliquer d'autres couches de la société* ». <sup>40</sup> Le chef de groupement de Basimuniaka ajoute, « *les jeunes ne sont pas suffisamment impliqués dans les instances de prises de décision, ils peuvent être contactés et participer aux différentes réunions mais si leurs opinions diffèrent de celles des personnes âgées elles ne sont pas pris en compte. Pour les jeunes hommes, l'opinion peut être pris en compte à 20% mais pour les jeunes femmes je dirais à 0%* ».

***Indicateur 3.1.3 : % des jeunes qui rapportent qu'ils ont plus de confiance de s'impliquer dans la prise des décisions avec leurs parents***

55% des jeunes enquêtés ont pensé qu'ils sont plus impliqués dans la prise de décision avec leurs parents dans les 12 derniers mois. 60% des jeunes hommes et 47,5% des jeunes femmes l'ont affirmé. Ceci a été plus élevé à Basimuniaka-Sud avec 70% des jeunes qui le pensent. Ces enquêtés jeunes ont dit que les jeunes sont impliqués dans les décisions au niveau familial et ils participent dans les débats, les dialogues et les clubs de mentorat au niveau communautaire. Les jeunes participants des FGD ont répondu aussi qu'ils ont plus de confiance de s'impliquer dans la prise des décisions avec leurs parents, mais ils ont signalé que les jeunes femmes sont souvent exclues et malgré leur participation, les hommes adultes ont toujours le dernier mot sur les décisions. Toutefois, certains changements positifs ont été aussi cités, notamment : « *Notre coutume de Banyamulenge, n'admettait pas aux femmes de participer dans les réunions avec les hommes, mais actuellement, à travers les activités de sensibilisation et autres du projet CAM, on compte 50% pour chaque couche représentative* ». <sup>41</sup>

<sup>38</sup> FGD des jeunes hommes de Basimuniaka-Sud

<sup>39</sup> KII avec le chef de groupement de Bijombo Centre

<sup>40</sup> KII leader des OSC à Minembwe

<sup>41</sup> FGD des jeunes femmes de Basimuniaka-Sud



Pour les jeunes qui n'ont pas observé d'améliorations dans l'implication des jeunes dans la prise de décision, ils ont expliqué qu'ils sont maintenant invités dans les rencontres et ils pourraient même donner leurs opinions, mais ils ne sont pas bien pris en compte.

***Indicateur 3.3.2 : # des exemples de changement positif des comportements et rhétorique des décideurs après leurs participations aux TEPs***

18 exemples de changement des comportements ou rhétorique des décideurs après leur participation aux Tribunes d'Expression Populaire (TEP) sont enregistrés dans les rapports d'avancement. La réalisation des TEP a été retardée et les changements de comportement prennent du temps. Cependant, quelques changements ont été partagés par les répondants des FGD notamment l'acceptation de la participation des femmes et jeunes dans le TEP et d'autres rencontres communautaires<sup>42</sup>, l'adoption des réunions intercommunautaires et l'installation des comités de sages intercommunautaires.<sup>43</sup>

***Indicateur 3.3.3 : % d'augmentation des jeunes hommes et jeunes femmes sondés qui rapportent qu'ils ont confiance dans le pouvoir des autorités d'adresser les conflits dans leurs communautés***

Globalement, 58% des enquêtés ont dit qu'ils ont confiance au pouvoir des autorités de répondre aux conflits dans leur communauté. Pour les jeunes, ce pourcentage monte jusqu'à 76,5%. 62% des jeunes hommes et 56% des jeunes femmes ont remarqué qu'ils ont confiance dans les autorités. Comme constaté dans d'autres indicateurs sur les relations avec les autorités, ces pourcentages sont plus élevés à Basimukinje 1 et Bijombo, avec même 100% des jeunes hommes à Basimukinje 1 qui ont confirmé cette confiance. Les jeunes ont cité les raisons suivantes pour expliquer pourquoi ils ont confiance aux autorités : les autorités ont l'influence sur la communauté ; ils font la médiation des conflits ; ils organisent des réunions de dialogue ; et ils alertent la FARDC ou d'autres autorités pour la protection de la population. Les répondants des FGD ont également confirmé une confiance entre les autorités et les membres de la communauté, en notant que les autorités locales gèrent bien les conflits communautaires, mais ils n'arrivent pas à répondre aux problèmes sécuritaires sans l'appui du gouvernement central. Les autorités locales n'ont pas l'influence suffisant pour sécuriser la région. Ils ont besoin de l'appui des autorités territoriales et provinciales.

Pour les jeunes qui ont dit qu'ils n'ont pas confiance aux autorités, ils ont expliqué que les autorités incitent à la violence, ils ne sont pas appuyés par le gouvernement, ou ils ne font pas des actions pour amener la paix. Certains informateurs clés ont aussi remarqué qu'il y a des autorités corrompues et qui réagissent selon des tendances ethniques, ce qui diminue la confiance en eux. Les jeunes à Bukavu ont eu aussi des perceptions plus négatives sur les autorités, en disant qu'ils n'ont pas confiance en eux et les situations d'insécurité dans la province sont dues à leur incompétence.

Comme noté précédemment, il existe une grande différence entre l'engagement des autorités locales et des autorités territoriales et provinciales. Si on compare les réponses à cet indicateur aux réponses sur l'engagement des autorités au différents niveaux, on peut supposer que la confiance mentionnée ici est plus pour les autorités locales qui font des efforts d'écouter la population et répondre à la situation sécuritaire

<sup>42</sup> FGD des jeunes femmes, de jeunes hommes, et des femmes de Bijombo Rural ; FGD des jeunes femmes de Basimukinje1 ; FGD des jeunes hommes de Basimuniaka-Sud

<sup>43</sup> FGD des jeunes hommes de Bijombo Centre

dans la mesure où ils sont capables. Si cet indicateur avait précisé les autorités territoriales ou provinciales, il est possible que la valeur finale aurait été inférieure.

### 4.3 EFFICIENCE

Selon les documents consultés, notamment les rapports financiers du projet CAM, si on compare les coûts et les réalisations on peut conclure que les moyens ont été utilisés de façon optimum. Lors des entretiens des partenaires, tous les partenaires ont confirmé que les ressources financières ont été suffisantes et appropriées pour atteindre les communautés cibles et répondre aux besoins prévus par le projet. Au niveau des ressources humaines, il est à noter qu'à Mikenge, le partenaire a suggéré que le staff était insuffisant par rapport à l'étendu de la zone d'intervention. Les réunions de coordination qui ont été organisées avec les partenaires ont été appréciées, cependant ces derniers ont aussi remarqué que les partenaires n'ont pas été impliqués dans certains changements sur la mise en œuvre du projet, ce qui pourrait affaiblir la coordination et qualité de l'exécution des activités dans le temps prévu. Dans le contexte de sécurité précaire où ce projet a été mis en œuvre, les partenaires ont suggéré un meilleur appui logistique relatif aux mouvements des staffs des partenaires sur le terrain, ainsi que la flexibilité de certaines affectations budgétaires dans une zone volatile où le contexte change de temps en temps, ce qui demande l'adaptation de certaines activités.

### 4.4 IMPACT

Le projet CAM a eu de nombreux impacts sur des individus et des communautés. Basé sur les rapports d'avancement, on estime le projet d'avoir atteint 2178 bénéficiaires directes, dont 742 femmes et 1436 hommes, et au moins 6378 bénéficiaires indirects, dont 3229 femmes et 3149 hommes. Les détails sur la participation par activité se trouvent dans le tableau ci-dessous :

*Tableau 5 : Tableau d'atteint des bénéficiaires*

Activité	Bénéficiaires directes
Ind 1.1.2 Jeunes qui contribuent au scorecard	392 (196 femmes, 196 hommes)
Ind 1.2.1 Débats publics	550 (313 femmes, 237 hommes)
Ind 2.1.4 Jeunes qui organisent des initiatives communautaires	222 (87 femmes, 137 hommes)
Ind 2.4.1 mini campagne de plaidoyer	524 (55 femmes, 469 hommes)
Ind 2.4.2 jeunes dans les échanges	490 (91 femmes, 399 hommes)
<b>Total</b>	<b>2178 (742 femmes, 1436 hommes)</b>
Activité	Bénéficiaires indirects
Ind 2.3.2 Projets d'activisme sociale	4036 (2142 femmes, 1894 hommes)
Ind 3.3.1 TEP	2342 (1087 femmes, 1255 hommes)
<b>Total</b>	<b>6378 (3229 femmes, 3149 hommes)</b>

31% des enquêtés ont jugé que les jeunes femmes et les jeunes hommes sont beaucoup impliqués dans la résolution pacifique des conflits. 49,5% pensaient qu'ils sont peu impliqués et 19,5% pensaient qu'ils ne sont pas impliqués. Les jeunes femmes à Basimukinje 1 ont pensé en particulier que les jeunes sont beaucoup impliqués dans la résolution des conflits. Pour ceux qui disent que les jeunes sont beaucoup

impliqués, ils notent le fait que les jeunes acceptent de se rencontrer avec les autres jeunes des différents groupes ethniques dans les groupes de dialogue organisés par Alert et ses partenaires. En plus, les répondants expliquent que les jeunes organisent des activités intercommunautaires comme les débats et matchs sportifs, ainsi que les efforts que les jeunes formés font pour sensibiliser d'autres jeunes sur la cohabitation pacifique.

Pour ceux qui n'ont pas pensé que les jeunes sont impliqués dans la résolution pacifique des conflits, ils soulignent que les jeunes adhèrent toujours aux groupes armés. Ces résultats montrent qu'il y a déjà certains impacts sur l'implication des jeunes dans les efforts de paix grâce au projet CAM, mais il reste encore un besoin important de mieux impliquer un plus grand nombre des jeunes dans la résolution pacifique des conflits.

Un impact important pour les jeunes hommes qui a été souligné par beaucoup des répondants a été que certains ont cessé d'adhérer aux groupes armés pour participer dans les activités de dialogue et créer des associations des jeunes, malgré l'adhésion des jeunes hommes aux groupes armés qui continue en général dans ces zones. Un jeune homme de Basimuniaka-Sud a expliqué comment il a changé en disant, « *Avant de participer dans le dialogue du projet CAM je ne pensais pas que je pourrais être ensemble avec un jeune d'une autre communauté et faire un débat avec lui, mais grâce au dialogue organisé dans le projet CAM j'ai commencé à faire des réunions avec d'autres jeunes dans le cadre de la cohésion sociale* ». <sup>44</sup> Il est difficile de juger si réellement ces jeunes vont continuer à résister l'adhésion aux groupes armés, mais il est à noter que l'appui aux associations locales pour les initiatives d'activisme sociale a été mentionné en tant que facteur qui a contribué à leur désolidarisation avec les groupes armés.

Pour les jeunes femmes, leur intégration dans les réunions avec des hommes et la création des associations féminines ont été significatives selon les répondants. Une jeune femme de Basimuniaka-Sud a dit, « *Le projet CAM, nous a initiés à bien comprendre notre importance au sein de la société et concevoir des initiatives féminines comme des projets pouvant unir plusieurs femmes* ». <sup>45</sup> La présence des femmes dans les réunions continue depuis la fin du projet, selon les répondants. Néanmoins, leur participation active est limitée comme identifié dans les résultats sur la prise de décision et les recommandations données par les jeunes femmes.

Les adultes ont aussi observé certains impacts du projet CAM. Un leader de la société civile de Bijombo Rural a remarqué, « *Grâce à ma participation dans les activités du projet CAM j'ai pu acquérir des notions de cohabitation pacifique et vivre une vie d'ensemble sans marginaliser certaines personnes par rapport à leur groupe ethnique* ». <sup>46</sup> En rapport avec l'échange entre les jeunes et les adultes, un homme de Basimuenda a mentionné, « *J'avais accepté de se mettre ensemble avec les jeunes des autres tribus pour discuter autour de problèmes qui sèment l'insécurité dans notre milieu* ». <sup>47</sup>

Au niveau communautaire, les répondants ont cité certains indicateurs de paix et d'amélioration de la cohésion sociale comme le partage des marchés et des champs, ainsi que la collaboration interethnique dans des associations. Une jeune femme de Basimuniaka-Sud a témoigné sur l'impact des activités du projet CAM qui ont amélioré la cohabitation pacifique et le rôle des femmes dans la société, en expliquant le

<sup>44</sup> Sondage d'un jeune homme de Basimuniaka-Sud

<sup>45</sup> FGD des jeunes femmes de Basimuniaka-Sud

<sup>46</sup> KII avec leader OSC Bijombo rural

<sup>47</sup> Sondage d'un homme de Basimuenda

suivant : après qu'une femme Mufuliru a été prise par un groupe armé Banyamulenge, les femmes Banyamulenge ont plaidé pour sa libération.<sup>48</sup>

Au niveau territorial ou provincial, les jeunes à Bukavu et à Uvira qui ont participé dans les échanges avec les jeunes des Hauts Plateaux ont apprécié cette façon d'apprendre plus sur la situation dans la région des Hauts Plateaux. Toutefois, ils ont dit que cette activité a été réalisée vers la fin du projet d'où il n'était pas possible d'observer des impacts jusqu'à maintenant. On peut conclure que les impacts souhaités au niveau territorial et provincial, du troisième résultat du projet, n'ont pas été réalistes dans le temps prévu du projet (18 mois) en considérant le contexte de sécurité précaire des zones cibles.

Le projet CAM a eu certains impacts positifs et négatifs. Le projet n'a pas ciblé spécifiquement les jeunes membres des groupes armés, mais selon les répondants un certain nombre des jeunes hommes ont quitté les groupes armés pour s'engager dans les activités du projet CAM. D'autres impacts positifs mentionnés par les répondants comprennent : l'acceptation des jeunes d'échanger avec les jeunes des différents groupes ethniques ; l'intégration des jeunes femmes dans le dialogue ; la réouverture et partage de certains marchés grâce à une meilleure cohabitation ; et une forte capacitation des jeunes sur la recherche et la sensibilisation de la paix et la cohésion sociale.

Les répondants ont également identifié certains impacts négatifs du projet. Un facteur limitant de l'impact du projet qui a été cité le plus était la courte durée du projet pour qui les activités ont été interrompues par les affrontements dans les zones cibles ainsi que la pandémie de COVID-19. Les projets qui visent à répondre aux conflits assez complexes que les conflits de la région des Hauts et Moyens Plateaux devrait avoir une durée plus longue pour avoir des impacts durables. Cela peut avoir un impact négatif qui affecte les bénéficiaires de façon qu'ils pourraient avoir une perception que l'organisation fait des activités vite pour satisfaire le bailleur au lieu de créer des changements positifs de long terme pour les bénéficiaires. Une perception est sortie de Basimuniaka-Sud que les femmes adultes et jeunes femmes n'ont pas été bien intégrées dans le projet. Le choix des jeunes bénéficiaires des formations et des associations appuyées par le projet a été également un point de désaccord. Par conséquent, une meilleure transparence dans le processus de sélection sera importante dans l'avenir dans ces communautés.

Une autre dynamique négative est apparue venant de plusieurs répondants sur la faible implication des décideurs et d'autres adultes dans le projet. Leur implication a été prévue, mais selon certains répondants il n'a pas été bien réalisé. Ceci a créé des tensions entre les générations au niveau communautaire. Les adultes ont senti que le projet s'est focalisé trop sur les jeunes alors que les adultes assument toujours la responsabilité de la prise de décision. Pour dire d'encourager des jeunes de s'intégrer dans la prise de décision sans l'accord et l'appui des adultes serait en vain. Donc, malgré la bonne conception du projet qui a inclus l'intégration des adultes et décideurs, l'exécution n'a pas été efficace pour atteindre le résultat escompté.

## **4.5 DURABILITE**

La plupart des répondants des FGD et KII n'ont pas pensé que le projet a bien mis en place des mécanismes de transfert de responsabilités aux structures locales pour la pérennité des changements induits par le projet. Toutefois, plusieurs répondants ont soulevé des exemples des mécanismes tels que : la création d'un comité des jeunes pour la pérennisation des activités à Basimukinje 1 ; la continuation des formations sur le

---

<sup>48</sup> FGD des jeunes femmes de Basimuniaka-Sud

leadership à Bijombo Centre ; et la création des conseils de sécurités et les comités des sages pour répondre aux problèmes sécuritaires par les autorités locales qui ont été formés sur la résolution des conflits intercommunautaires à Basimuniaka-Sud ; la mise en place des Comités Locaux de Sécurité de Proximité (CLSP) ; et l'appui aux associations locales existantes qui a contribué à la réinsertion socio-économique de certains jeunes qui se sont écartés des groupes armés.

51% des enquêtés ont jugé les acquis des mécanismes de dialogue ou de résolution des conflits durables à long terme. L'approche des groupes de dialogues a été jugée durable dans tous les groupements de cette étude. Les autorités locales ont été aussi identifiées parmi les mécanismes plus durables, en particulier par 70% des enquêtés de Basimuenda. En plus, les enquêtés de Basimukinje 1 ont trouvé les acquis des initiatives d'activisme sociale durables à long terme. Les raisons les plus mentionnées pour expliquer pourquoi les acquis de ces mécanismes ont été durables sont l'engagement des autorités locales et coutumiers et l'approbation locale. L'implication du gouvernement dans les mécanismes de paix a été aussi identifiée comme un facteur très important pour assurer la durabilité des acquis. Pour les enquêtés qui ont répondu que les acquis de ces mécanismes ne sont pas durables à long terme, ils ont noté le manque d'approbation locale, les mécanismes qui ne fonctionnent pas bien, et la non-implication du gouvernement et seigneurs de guerre.

En examinant ces résultats, on observe que l'approche de renforcer des espaces de dialogue inclusifs a été l'impact probablement le plus durable après la fin du projet du fait que les rencontres de sécurité continuent en intégrant les jeunes et les femmes. Ceci en combinaison avec l'appui aux associations locales a été une approche également durable pour une bonne intégration de la paix et le développement. En plus, la formation et l'engagement des autorités locales et coutumiers sont très essentiels pour la pérennité des changements induits par le projet, ainsi que l'implication du gouvernement.

Les facteurs nécessaires, selon les répondants des FGD, pour assurer que les jeunes continuent à s'engager dans les efforts de paix après le projet sont :

- Le renforcement continu des capacités des jeunes sur la paix et sécurité ;
- Les échanges continus des jeunes de différents milieux et l'appui technique pour la coordination des jeunes sous la direction de la commission jeunesse de la société civile ;
- L'appui sur l'intégration des jeunes femmes dans la prise de décision ;
- L'appui aux initiatives locales des jeunes ;
- La création des comités de paix ;
- L'appui aux associations féminines ;
- La création des AVEC
- La formation des autorités locales et chefs coutumiers ;
- Le recrutement local dans les projets futurs ;
- Le suivi des jeunes et autorités locales.

#### **4.6 SENSIBILITE AUX CONFLITS**

Les partenaires du projet ont souligné certaines approches et stratégies mises en œuvre pour assurer la sensibilité aux conflits et au genre. La formation et sensibilisation des jeunes dans la recherche durable de la paix a inclus des leçons sur la neutralité et le principe « Ne Pas Nuire ». Les équipes des animateurs étaient constituées de différentes ethnies. L'égalité des genres a été priorisée en offrant un espace et un

rôle central aux femmes et jeunes filles. Le fait de rencontrer les jeunes là où ils se sont déplacés démontre aussi un niveau de sensibilité aux conflits, ce qui a exigé au projet de s'adapter aux évolutions du contexte. Le projet a également fait trois analyses des contextes socio-sécuritaires, qui a identifié les nouveaux défis engendrés par la crise, les réponses envisagés et les capacités disponibles. Ceci démontre un niveau de réflexion importante pour assurer une sensibilité aux conflits dans une situation en évolution rapide.

#### **4.7 LE PARTENARIAT ET LA COOPERATION**

La collaboration entre l'équipe principale du projet et ses partenaires a été appréciée par les partenaires et les bénéficiaires selon les répondants. Les réunions de coordination ont été une voie efficace de communication pour évaluer le contexte et prendre des décisions. La mise en place des points focaux à Minembwe et à Bijombo a été également une stratégie efficace pour décentralisée la coordination et suivi des activités. Selon les partenaires, le projet CAM a collaboré en synergie avec les partenaires externes comme STAREC, MONUSCO et d'autres intervenants qui travaillent avec les jeunes dans les mêmes zones. Les répondants des FGD ont apprécié en général la façon dont l'équipe du projet CAM a travaillé, en soulignant qu'ils ont fait un effort malgré beaucoup des difficultés rencontrées dû à la situation sécuritaire. Ils ont noté aussi que le suivi pourrait être amélioré.

La qualité de l'exécution du projet n'a pas été faite au même niveau par tous les partenaires en comparant les commentaires des répondants des différents groupements. Spécifiquement, les activités à Bijombo, en particulier Bijombo Centre, et les activités de plaidoyer dont BVES était responsable n'ont pas été mis en œuvre au même niveau que les activités gérées par SVH et ADED. Il y a plusieurs facteurs contextuels à considérer qui pourraient aussi influencer la qualité du travail plus que la capacité du partenaire comme la situation volatile à différents moments dans les différents groupements et les mouvements de la population. L'accès à Bijombo uniquement à pied crée certaines limitations dans le suivi des activités. Il est difficile de s'attendre aux impacts politiques du plaidoyer dans un projet de 18 mois. Tous ces facteurs contribuent au travail moins efficace dans ces aspects du projet. Cela dit, un meilleur suivi a été nécessaire sur les activités gérées par BVES pour assurer une qualité consistante de la mise en œuvre des activités pour tous les bénéficiaires.

Une perception d'un manque de confiance et transparence de l'équipe à Bijombo Centre est ressorti au point que dans des projets futurs dans ce milieu il est recommandé de recruter une différente équipe. Selon plusieurs répondants, certaines activités du projet prévus n'ont pas été réalisés Bijombo Centre, spécifiquement mentionnés sont les initiatives d'activisme sociale appuyés par des petits subventions.

Les partenaires et les bénéficiaires n'ont pas été intégrés dans l'élaboration du projet, cependant ils ont eu des opportunités d'émettre des recommandations au cours de la mise en œuvre du projet. Les répondants des FGD dans tous les groupements dans cette étude ont eu l'opportunité d'émettre des recommandations au consortium du projet, mais en général ils ne se sentent pas que leurs recommandations ont été prises en compte. Uniquement à Basimuniaka-Sud, les répondants ont trouvé que le projet CAM a considéré leurs recommandations. Dans ce sens, Alert a fait le premier pas qui est nécessaire pour l'inclusion des voix des bénéficiaires tout au cours du suivi du projet. Cependant, le fait de demander des recommandations, mais ne pas faire un suivi sur ces recommandations risque à nuire les bénéficiaires en créant des attentes non satisfaites. Lorsqu'une organisation humanitaire demande des recommandations des bénéficiaires, il est important d'expliquer comment les recommandations seront utilisées et les préparer psychologiquement à la probabilité que les recommandations soient prises en compte dans les actions.



## 4.8 CRITERES SPECIFIQUE DU PBF

### *Catalytique*

Le projet CAM a été un catalyseur programmatique à la mesure qu'il a créé des espaces inclusifs de dialogue sur la paix et la sécurité. Ces rencontres régulières sur la situation sécuritaire qui intègrent les jeunes et les femmes se multiplient dans les différentes communautés selon les répondants. Un impact positif qui a été souvent mentionné est l'inclusion des femmes et jeunes femmes dans les rencontres avec les hommes. Le projet CAM a pu promouvoir cette inclusion qui devient progressivement de plus en plus accepté.

Le projet a commencé à créer des plates-formes plus larges pour la consolidation de la paix à travers l'échange entre les jeunes des Hauts Plateaux et les jeunes de Bukavu et d'Uvira. Ces plateformes d'échange les ont aidés à porter ensemble des agendas communs de paix et de porter leur voix plus haut au niveau des décideurs politiques et sécuritaires. Néanmoins, cette activité n'a pas été réalisée pendant suffisamment du temps pour qu'il soit durable après la fin du projet.

### *Moment propice*

Le projet est intervenu à un moment propice pour promouvoir la cohésion sociale pendant un moment des affrontements. L'approche d'inclusion de toutes les communautés est parvenue à retisser de nouvelles relations entre ces communautés, malgré certains conflits qui continuent. Le projet a offert aux jeunes des Hauts Plateaux une opportunité d'engagement politique positif à travers le plaidoyer au niveau provincial. Il sera important de continuer à appuyer cet engagement pour qu'ils puissent amener des changements. Sinon, ces jeunes risquent de sentir que leurs efforts n'ont rien changé et ils pourraient devenir plus désespérés qu'auparavant, alors que les changements politiques exigent du temps et le suivi continu.

### *Stratégie d'atténuation des risques et innovation*

Certains risques ont menacé ce projet du fait de la situation sécuritaire volatile. Le risque des affrontements qui pourraient mettre en danger le staff du projet ainsi que les bénéficiaires a été atténué par plusieurs mesures prises selon les partenaires du projet. Ils ont essayé de faire un recrutement local des agents du projet pour assurer leur maîtrise du milieu et de la communauté. Ils ont communiqué étroitement avec les chefs coutumiers, les autorités locales et les autorités chargées de la sécurité pour les informer sur le déploiement des agents du projet. Ils ont également évité des mouvements pendant les heures tardives et organisé des réunions de sécurité pour rester au courant de l'évolution de la situation sécuritaire.

L'approche du projet CAM a été innovante par la manière dont il a lié la recherche de paix menée par les jeunes avec les dialogues communautaires sur la sécurité et puis avec le plaidoyer basé sur la recherche. L'approche est innovante et pertinente pour le contexte, malgré les contraintes ci-haut identifiées sur la mise en œuvre du projet.

Cette évaluation a identifié plusieurs leçons apprises à considérer dans les projets similaires à l'avenir :

La stratégie des sensibilisations communautaires sur la situation sécuritaire et des dialogues inclusifs des différents groupes ethniques a contribué au rapprochement des communautés, malgré des cas de violence dans les zones cibles pendant la période du projet. En plus l'appui technique et financier aux initiatives d'activisme social des associations des jeunes a été une activité importante pour bien marier la paix et le développement.

L'impact du projet a été considérablement limité par sa courte durée en particulier au niveau des résultats escomptés sur le plaidoyer et la collaboration avec les décideurs au niveau territorial et provincial. Les projets qui visent à promouvoir la cohésion sociale dans les contextes complexes comme ceci devrait être mis en œuvre pendant plus de temps pour assurer une flexibilité nécessaire pour s'adapter au contexte.

Un recrutement local est très important dans ces zones. Le structure de la coordination et la mise en œuvre du projet devrait prévoir suffisamment des agents locaux et prendre en compte des exigences réalistes dans le recrutement du staff locale de ces zones.

L'intégration des autorités et adultes est très importante dans un projet qui cible les jeunes pour éviter de nuire aux communautés en provoquant d'autres tensions. Celle-ci était bien prévue, mais la mise en œuvre a été faible, ce qui a causé certaines tensions intergénérationnelles.

Le projet a contribué à l'intégration des femmes et jeunes femmes dans les dialogues et réunions de sécurité. Toutefois, leur présence n'est pas égale à leur participation. Il est toujours important de se focaliser sur la prise de décision des femmes et jeunes femmes au niveau familial et communautaire dans ces milieux.

#### 4.9 ANALYSE DES RISQUES ET DES OPPORTUNITES

Risques et vulnérabilités	Stratégies pour atténuer les risques	Opportunités
L'insécurité liée à la prolifération des groupes armés	Continuer à élaborer des plans de sécurité pour chaque projet. Collaborer étroitement avec les autorités locales et leaders communautaires pour communiquer sur la situation et les mouvements du staff. Créer des structures de suivi qui assurent un suivi de qualité au niveau local pour les zones difficiles d'accès.	Continuer à travailler avec les jeunes sur la paix et la sécurité en combinant l'appui à leurs initiatives des activités génératrices de revenu. Améliorer l'intégration des décideurs et d'autres adultes dans les activités de dialogue et plaidoyer.
Mouvements massifs des populations	Concevoir des projets adaptables aux évolutions du contexte pour trouver les bénéficiaires là où ils se déplacent.	La présence des populations déplacées dans les communautés hôtes peut causer des tensions en plus de l'insécurité vécue. Des projets futurs pourraient viser à répondre aux tensions à ce niveau.
Discrimination et exclusion continues de certains groupes, fondée sur l'ethnie, le genre, l'âge, et le statut socio-économique	Assurer un recrutement transparent du staff des projets qui considère ces dynamiques uniques dans chaque localité, tenant compte de l'approche « Ne Pas Nuire » dans l'inclusion des différents groupes	Continuer à se focaliser des projets dans cette région sur la cohésion sociale et la création des espaces de dialogue inclusif, en mettant un accent sur la prise de décision des groupes marginalisés.



	pour n'est pas créer d'autres tensions.	
Traumatisme (des bénéficiaires et de staff)	Former le staff sur la sensibilité au traumatisme. Concevoir et mettre en œuvre des projets en tenant compte des traumatismes.	Considérer à intégrer un élément de soutien psychosocial dans tous les projets qui œuvre dans les contextes d'insécurité.

## 5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Ce rapport a présenté les résultats clés de l'évaluation finale du projet CAM. Les résultats montrent que la conception du projet a été pertinente pour répondre aux besoins des populations cibles. En analysant la performance du projet par rapport à ses indicateurs, il est apparent que le projet a été plus efficace à répondre à certains résultats que d'autres. Le projet a atteint les valeurs cibles pour la plupart des indicateurs sur les premier et deuxième résultats, mais les valeurs finales ont été moindre pour la troisième résultat en particulier sur la prise de décision des jeunes hommes et jeunes femmes, les activités de plaidoyer, et la collaboration avec les décideurs au niveau territorial et provincial. Le projet, par conséquent, a été plus efficace dans la recherche de paix menée par les jeunes, la création des espaces de dialogue inclusifs et l'appui des initiatives des jeunes. Les résultats ont montré des preuves de l'efficacité du projet.

L'impact du projet a été limité par certains facteurs, tels que la courte durée du projet et les interruptions des activités dû aux affrontements et la pandémie de COVID-19. Cependant, le projet a eu des impacts importants en particulier sur la cohésion sociale des différentes communautés et la désolidarisation des jeunes hommes aux groupes armés pour les activités de paix.

L'approche de groupes de dialogue et d'autres espaces de dialogue inclusifs en combinaison avec l'appui aux associations locales a été durable. Néanmoins, le projet n'a pas bien mis en place des mécanismes de transfert de responsabilités aux structures locales pour la pérennité des changements induits par le projet. Les partenaires du projet ont pris des mesures appropriées pour assurer un niveau de sensibilité aux conflits dans la mise en œuvre du projet. Le projet a bien collaboré avec ses partenaires et d'autres intervenants dans les mêmes zones, mais il aurait pu mieux collaborer avec les autorités locales et leaders communautaires.

Base sur les résultats clés, les recommandations suivants ont été formulées :

### *A International Alert :*

- Prioriser des activités qui visent à intégrer les femmes et les jeunes dans la prise de décision. Les résultats montrent que la présence des femmes et jeunes dans les rencontres devient accepté dans les communautés cibles du projet. Cependant, l'évidence sur leur participation active a été faible. Pour dire qu'il reste une réticence des hommes adultes de prendre en compte les avis des femmes et jeunes. Pour cette raison, sensibiliser les adultes sur les avantages d'une prise de décision inclusive. Les activités qui visent à améliorer la prise de décision des femmes et des jeunes devraient inclure les hommes adultes et les décideurs avec une approche des masculinités positives

pour les guider vers des processus de la prise de décision plus inclusive au niveau familial et communautaire.

- Renforcer la collaboration entre les jeunes et les décideurs au niveau local. Ceci a été prévu, mais il n'a pas été réalisé de façon efficace si on voit certaines tensions qui ont été soulevées par les répondants. En plus, soutenir la collaboration et les opportunités de plaidoyer entre les décideurs locaux, territoriaux et provinciaux. Considérer comment la participation des autorités locales dans les activités de plaidoyer des jeunes au niveau territorial ou provincial pourrait renforcer les voix des jeunes et mettre la pression sur les décideurs aux plus hauts niveaux.
- Améliorer la transparence dans la sélection des participants des activités pour ne pas nuire les communautés ou avoir l'air biaisé. Dans les projets en consortium, il est important que les partenaires et leur staff qui travaille localement dans les zones cibles assurent un niveau de neutralité dans la sélection des participants des activités comme les formations. Ceci devrait être souligné dans les formations des partenaires au début du projet.
- Renforcer les structures de suivi-évaluation des projets par les approches plus participatives. Celles-ci pourraient être améliorées par un recrutement du staff local qui sont toujours sur terrain mais qui sont bien formés pour rapporter régulièrement avec évidence sur les activités réalisées. Le suivi de ce projet a été limité par la non-accessibilité des différents zones cibles au cours du projet, ce qui ne peut pas être évité pour un projet dans un contexte de sécurité instable. Toutefois, mettre en place des structures de suivi et évaluation participatives, pourrait contribuer à un suivi plus régulier, ainsi l'engagement communautaire qui encourage l'approbation locale. Ce projet n'a pas eu une base des données de suivi où on enregistre les données quantitatives désagrégées pour chaque activité du projet par localité. Ceci est un outil utile pour organiser les données soumis par les partenaires tout au long du projet pour suivre leurs activités et c'est également très important pour évaluer le projet.
- Améliorer les mécanismes de transfert de responsabilités aux structures locales pour la pérennité des activités après la fin du projet par une collaboration plus efficace avec les leaders communautaires qui pourraient faciliter la pérennité des activités et un système de suivi continu avec les jeunes leaders. Avant la fin du projet, assurer que les leaders chargés des différentes structures, comme les facilitateurs des groupes de dialogue, sont engagés et outillés avec les compétences nécessaires pour continuer à se rencontrer sans appuie du projet, et qu'ils sont soutenus par les autorités locales et d'autres leaders communautaires. Ces derniers devraient être impliqués dans la création des cadres de dialogue pour mieux les concevoir spécifiquement pour chaque localité. Former les jeunes leaders dans le suivi et évaluation participative pourraient également les aider à établir des plans d'autocontrôle.
- Organiser des restitutions des résultats aux bénéficiaires après avoir mené des études ou rencontres où ils donnent des recommandations pour communiquer comment leurs recommandations seront prises en compte et pour éviter la lassitude à l'égard de la recherche et des frustrations liées aux attentes non satisfaites. Un grand nombre des répondants ont dit qu'ils ont donné des recommandations au projet qui n'ont pas été prises en compte. Même si certaines recommandations

ne s'appliquent pas au projet, il est utile de bien expliquer aux bénéficiaires pourquoi leurs recommandations n'entrent pas dans le cadre du projet.

- Une deuxième phase du projet CAM ou un projet pareil pourrait être mise en œuvre avec certaines révisions aux résultats et produits pour continuer dans la même voie et de viser un plus grand impact. Cependant, pour atteindre l'impact prévu, ce projet doit être mis en œuvre pendant 3 à 5 ans.

***Recommandations spécifiques à la conception du projet :***

- Dans un projet futur, le premier résultat du projet CAM pourrait être révisé comme : « Augmentation de l'accès aux informations fiables sur la sécurité et les conflits dans la région des Hauts Plateaux ». Ceci pourrait toujours inclure des activités sur la participation des jeunes dans le RAP,
- Sur le deuxième résultat, un autre indicateur possible pour mesurer la cohésion sociale est : le % des membres de la communauté qui rapportent qu'ils partagent les mêmes lieux sociaux (à préciser selon le contexte comme l'école, le marché ou l'église/rencontre religieux) avec les gens des différents groupes ethniques. Plusieurs répondants ont mentionné l'inclusion des différents groupes ethniques dans ces trois contextes comme indicateur d'une amélioration de la cohésion sociale.
- L'indicateur 2.b doit être mesuré par un pourcentage. Donc, parmi tous les recommandations prises et développer dans les initiatives, quel % est venu des jeunes femmes.
- Pour mesurer le niveau dont le projet est un catalyseur programmatique, il serait mieux d'ajouter un indicateur qui mesure par exemple le nombre des jeunes formés par les membres de clubs de mentorat ou le nombre des groupes de dialogue créés par les jeunes leaders formés par le projet.
- Pour l'indicateur 2.3.3, au lieu de mesurer les conversations/actions de suivi avec les leaders suit aux projets d'activisme sociale, mesurer le pourcentage des projets qui ont eu la participation des leaders communautaires ou autorités locales.
- Pour les mini-campagnes de plaidoyer il serait important que les jeunes de Bukavu qui participent soient bien engagés dans la société civile et très active dans des groupes de défense pour continuer le plaidoyer sur les objectifs discutés avec les jeunes des Hauts Plateaux après leur départ.
- Sur l'indicateur 3.a, on pourrait mesurer les exemples des stratégies développées et également implémentées au niveau territorial et provincial par les décideurs après avoir participé dans les activités de plaidoyer.
- L'indicateur 3.2.1 qui mesure le nombre de décideurs impliqués dans le plaidoyer doit être plus spécifique. Leur participation dans un rencontre de plaidoyer une fois sans suivi ou action ne doit pas compter comme « impliqués ».

***A UNPBF :***

- Dans les projets futurs qui visent à promouvoir la cohésion sociale et faire le plaidoyer pour des changements de politique efficaces et qui opèrent dans les contextes de sécurité précaire, le projet doit durer au moins 3 ans pour voir les impacts significatifs.

***Au gouvernement Congolais :***

- Renforcer la mobilisation des autorités provinciales et territoriales en Sud-Kivu pour agir sur la l'insécurité qui persiste dans la région des Hauts Plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira.

## ANNEXES

---

- Matrice de suivi et d'évaluation du projet avec la valeur finale de chaque indicateur
- TDR de l'étude
- Outils de la collecte des données
- Liste des documents analysés